

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 25 MAI 1978 - N°704

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Giscard à New York

L'Assemblée extraordinaire de l'ONU sur le désarmement ouvre ses travaux ce mercredi après-midi à New-York, soit dans la nuit à Paris, compte-tenu du décalage horaire. Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, dit de cette assemblée qu'elle est «la plus large et la plus représentative qui se soit jamais réunie pour examiner le problème du désarmement». De fait, de très nombreux chefs d'Etats ou de gouvernements prendront la parole à New-York : les représentants de la Yougoslavie, du Vénézuéla, de Chypre et des Etats-Unis lors de la première séance, Giscard, Gromyko et le délégué du Canada jeudi, et les représentants de la plupart des pays représentés à l'ONU dans les jours suivants. Le débat sera donc large et riche en propositions.

Il faut pourtant savoir que cette assemblée extraordinaire n'aura d'autre pouvoir que celui d'émettre des «recommandations» destinées aux différentes négociations sur le désarmement qui se mènent actuellement et qui sont chapeautées par les deux super-puissances.

Jeudi, la télévision retransmettra le discours de Giscard. C'est la première fois depuis les débuts de la V^e République qu'un président prend la parole devant ce que de Gaulle appelait jadis le «machin».

Reste à savoir quel accueil les propositions giscardiennes recevront : elles ont eu du succès au sein de la bourgeoisie française puisqu'en envoyant un émissaire dans la délégation présidentielle, le PS les a approuvées de fait. Elles sont susceptibles de ne pas déplaire aux pays du Tiers Monde puisqu'elles rejettent en partie la volonté de tutelle des superpuissances. Mais après ? Qu'en restera-t-il quand il faudra passer à l'étape de l'application des «recommandations». Les propositions françaises passeront-elles le cap de simples vœux ?

LES PARAS FRANÇAIS INVESTISSENT TOUT LE SHABA

CHASSE AUX AFRICAINS

● La force d'intervention africaine se précise

Selon le quotidien bruxellois *Le Soir*, la mort de nombreux européens à Kolwezi ne serait pas seulement l'œuvre de soldats du FLNC, d'habitants de Kolwezi ou de soldats de l'armée de Mobutu. Voici en effet ce qu'ont déclaré des soldats et officiers belges au reporter du *Soir* à propos des paras français : «Ils tirent sur tout ce qui bouge. Ils ont tué des innocents. Pour eux, les

Noirs ne comptent pas. Ils ont assassiné aussi quatre Belges. Un yougoslave aussi a été abattu sans raison à côté de sa voiture». Malgré les nuances apportées dans une édition suivante : «Tragique méprise pour la mort du Yougoslave, pas de confirmation pour les Belges», il apparaît que les paras français ne font pas de «détail», au cours de leurs ratissages : la population noire de

Kolwezi aurait selon certaines sources, subi plus de pertes que le FLNC : au moins trois cents morts. Et ça continue : le colonel Eruhin du 2^e REP se propose de «nettoyer» Mutshasha, deuxième ville du Shaba. Aucun ressortissant étranger n'y est pourtant signalé : à ce stade de l'intervention, on ne s'embarrasse plus de trouver des prétextes.

(Lire en page 10)

Pourquoi l'URSS a-t-elle spéculé sur le cobalt ?

On apprend en Grande-Bretagne que, depuis plusieurs mois, l'URSS a fait des achats massifs de cobalt sur le marché libre de Londres. Le cobalt est un métal qui a une grande valeur et une grande importance dans certains alliages spéciaux, notamment dans le domaine militaire, ce qui en fait un produit stratégique.

Or le Zaïre produit 65 % du cobalt mondial au Shaba (75 % des fournitures américaines). La guerre actuelle provoque une interruption de plusieurs mois de cette production. Le prix du cobalt a été multiplié par trois cette semaine. On peut penser que l'URSS, qui a prévu ce conflit, a misé dessus, l'offensive du FNLC entrant dans le cadre de la stratégie du social-impérialisme en Afrique.



Argentine : le président des droits de l'Homme arrêté

Antonio Sofia, président de la section argentine de la Ligue des Droits de l'Homme a été arrêté ces derniers jours à Buenos Aires. Depuis, on est sans nouvelle de lui. Peu de temps avant son arrestation, il avait réussi à faire publier dans un quotidien argentin une liste de 2 600 disparus. Il disait à un journaliste du *Matin*, sans savoir qu'il serait arrêté quelques heures après : «Nous avons la certitude qu'un nombre assez important de disparus sont encore en vie. Ils sont détenus dans des conditions infernales, attachés aux murs par des chaînes. Ils ne tiendront pas longtemps dans ces conditions. Il faut donc faire vite si on veut les sauver !»

Curieuse agression contre Hidalgo

Lire en page 6

HLM : + 10% au 1^{er} juillet

Le Congrès des HLM se poursuit à Strasbourg, et les responsables du mouvement se plaignent amèrement d'une politique gouvernementale qui les «oblige» à augmenter à nouveau les loyers en juillet. Pis encore, la politique de «vérité des prix», amènera les HLM à relever les loyers de 20% dans les trois ans. Les gestionnaires de gauche, du PCF en particulier, demandent des crédits. Les locataires ne compteront que sur eux-mêmes.

CONTRE BOUSSAC

Grève générale dans les Vosges



C'est l'incertitude pour les travailleurs du groupe Boussac. La direction prépare un plan de restructuration, qui impliquerait de nombreux licenciements. Les syndicats appellent l'ensemble des travailleurs des Vosges à faire grève vendredi 26 mai.

(Lire en page 2)

BOUSSAC VEUT ASSASSINER LES VOSGES

● La semaine en cours sera décisive pour les travailleurs du groupe Boussac.

Un plan de restructuration se prépare comprenant de nombreux licenciements. Ce vendredi 26, une grève générale des Vosges doit avoir lieu : c'est l'affaire des travailleurs de Boussac qu'elle ne soit pas une journée-éteignoir.

Boussac, c'est un tiers des salariés du textile vosgien. Comme l'ensemble de cette branche, le groupe cumule les licenciements depuis de nombreuses années. En 1950, le groupe employait 32 000 personnes ; en 1974, 15 000 ; cette année 11 500, dont plus de 6 000 dans les Vosges. Les causes en ont été attribuées, dans les années 1960... à la mode de la mini-jupe.

SALAIRES DE MISERE ET PATERNALISME

Si la productivité s'est accrue, les salaires, quant à eux, restent les plus bas de France, à peine supérieurs au SMIC. Un ouvrier du textile gagne fréquemment moins de 2 000 F par mois, même après quarante ans de travail.

Pour tenir en bride ses salariés, Boussac a recours

C'est ainsi qu'ayant remarqué que, dans plusieurs de ses entreprises, les ouvriers de l'entretien sont parmi les plus combattifs, il crée la société Collet, juridiquement indépendante de ses entreprises textiles, mais exclusivement consacrée à l'entretien de ses usines. Les syndicalistes combattifs se retrouvent ainsi concentrés dans la même entreprise, mais dépourvus de tout contact avec les entreprises du textile.

Par l'effet de cette politique, Boussac a eu assez rarement à se plaindre de mouvements sociaux dans ses entreprises. Ce qui ne va pas forcément durer.

UN CANARD BOITEUX

Pourquoi ce plan de licenciement maintenant ?

En gestion capitaliste, l'entreprise Boussac est mal gérée. Elle n'a pas de comptabilité analytique, n'est pas cotée en bourse. Les 80 sociétés qui composent le groupe constituent un imbroglio juridique inextricable, où il est impossible de distinguer ce qui appartient aux sociétés et ce qui compose la fortune personnelle de Marcel Boussac, principal actionnaire.

Le plan de restructuration proposé par Jean-Claude Boussac, neveu de l'autre et gérant du groupe, a été désavoué aussi bien par son oncle que par le gouvernement. Barre, fidèle à son orientation de ne plus soutenir les canards boiteux, a quasiment traité d'incapable le gérant en place, qualifiant le plan proposé d'« illusion », en ajoutant que « nous ferons tout notre possible pour faire en sorte que ceux qui seront victimes de suppressions d'emplois retrouvent des emplois sains et durables. »



Le « plan de survie » refusé par le gouvernement

Le plan Petit, destiné à « assainir » la situation de Boussac, prévoyait :

* La fermeture totale de 4 unités : Vincey (397 licenciements), Igney (373 licenciements), les Grands Sables (Epinal) (85 licenciements), Rambervillers (165 licenciements).

* Des réductions d'effectifs à Nomexy (13), Thaon (229), St Laurent (32), Saulcy-s/Meurthe (10), Moyenmoutier (163), Senones (26).

Le refus de ce plan par le gouvernement fait planer des menaces plus graves encore pour les salariés du groupe, soit celui d'un dépôt de bilan pur et simple, soit un plan prévoyant un nombre supérieur de licenciements.

Peu convaincant : les jupes se rallongent, les licenciements continuent de plus belle. Ce serait aussi la faute à la concurrence des pays du Tiers-Monde. Aussi peu crédible : la France exporte plus de textile vers le Tiers-Monde qu'elle n'en importe. La cause réelle est la rationalisation de la production, qui réduit le nombre des travailleurs pour un volume de production identique.

aux procédés traditionnels du paternalisme : création de cités, de colonies de vacances, de crèches, de maisons de retraite. La répression anti-syndicale prend des formes subtiles : on ne licencie pas chez Boussac, on mute, en imposant des cadences plus élevées, une déqualification. Les éléments combattifs sont ainsi fréquemment amenés à prendre leur compte.



on annonce aussi des grandes manœuvres. Des bruits courent quant à une prochaine venue de Mitterrand.

Pendant que ces gens s'agitent, les travailleurs préparent la riposte. Lorsque Petit était venu présenter son plan de restructuration, à Senones, les travailleurs de la vallée étaient venus lui signifier leur colère et leur détermination, et l'avaient quelque peu bousculé.

Les syndicats ont organisé des marches sur Epinal et Saint-Dié le 29 avril. La mobilisation a été faible : il est vrai que l'organisation de la journée n'était pas des plus mobilisatrices : pour les travailleurs de Senones, la marche sur Saint-Dié exigeait de faire plus de 20 km à pied, alors que l'efficacité de l'action n'était pas des plus évidentes. Lors de la manifestation à Paris, les travailleurs de Boussac avaient eu l'occasion de crier leur révolte face à la

bourgeoisie qui les licencie et leur envoie ses flics.

Reste à ce que cette volonté de lutte contre la bourgeoisie puisse se concrétiser. A l'UD-CFDT d'Epinal, on doute de la combativité des travailleurs : « Les gens ont trop l'habitude des licenciements dans le textile, ils l'acceptent comme une fatalité ». Et l'on fait la comparaison avec l'absence de luttes lors des licenciements Usinor-Thionville.

La grève générale des Vosges, prévue pour le 26 mai, donnera une première mesure de la riposte ouvrière aux menaces de licenciements. Un rassemblement aura lieu à Epinal à 15 h, à la salle des Fêtes, rue de la Louvière, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, FEN et CGC. La FDSEA s'y est associée. Les commerçants baisseront leurs rideaux. Mais une riposte efficace exigerait que la lutte ne s'arrête pas au lendemain de cette journée.

Le groupe Boussac : une hydre à têtes multiples

Le groupe Boussac, c'est un enchevêtrement de 80 sociétés, touchant à tous les domaines : le textile, les chevaux de course, la presse (l'Aurore, Paris-Turf), la maison de couture Dior.

o Dans les Vosges, il emploie plus de 6 000 salariés qui se répartissent en plusieurs sociétés :

— La Société Industrielle de Senones, qui comprend des unités à Senones, Moyenmoutier, Saulcy s/Meurthe, Raon-l'Étape.

— Les filatures et tissages de Nomexy : usines des Grands Sables (Epinal), de Golbey et Saint-Laurent (banlieue d'Epinal), Vincey, Igney.

— Les filatures de Thaon

— La Manufacture d'impression de Weisserling (Alsace).

Toutes ces entreprises dépendent du CITF (Comptoir de l'Industrie Textile en France).

Il existe d'autres sociétés indépendantes du CITF : La manufacture de Blainville (Meurthe-et-Moselle) (confection), les Tissages Laederich (Rupt-sur-Moselle).

Il faut y ajouter l'entreprise Collet, une entreprise de bâtiment qui assure l'entretien des usines du groupe.

Le groupe Boussac représente plus d'un tiers des salariés du textile vosgien.

LA RIPOSTE A ENGAGER

Les politiciens de la bourgeoisie tentent de désamorcer la colère des travailleurs. Le RPR du département fait des déclarations fracassantes. Poncelet, sénateur et président du conseil général, prétend dénoncer « un libéralisme devenu doctrine officielle ». Ce qui ne manque pas de piquant de la part d'un membre de la majorité.

Du côté de la gauche,

DEUX SIGNATAIRES DU «MANIFESTE DES TROIS CENTS» S'EXPLIQUENT

Dans une lettre au *Monde*, deux signataires du «manifeste des trois cents» Michel Barak adhèrent depuis 47 et G. Labica membre du comité fédéral des Hts de Seine répondent au communiqué du Bureau Politique qui les avait mis en cause samedi dernier. Ce qui fait l'intérêt de la lettre, c'est évidemment ce qu'elle révèle sur le fonctionnement bureaucratique du PCF. Selon les deux signataires ce texte, à l'origine, n'était destiné qu'à être un texte parmi d'autres mais nullement une pétition nationale. Il est intéressant de lire leurs explications sur l'histoire de ce manifeste. Rappelons les faits : vendredi après midi, *Le Monde* publie un manifeste signé par trois cents militants s'insurgeant contre la manière dont Marchais avait parlé des intellectuels dans son

rapport devant le CC ; par ailleurs les signataires exigeaient que le PCF «examine sans complaisance pourquoi le courant révolutionnaire n'a pu maintenir cette union (avec le PS) sur des objectifs transformateurs, n'a pu susciter de courant populaire puissant». En conclusion les signataires représentant des militants de tout le pays et de tous les «courants» demandaient une préparation démocratique du XXIII^e Congrès. La riposte du BP du PCF devait paraître dès samedi dans *l'Humanité*. Faut-il rappeler que la direction du PCF ne répondait pas sur le fond mais accusait les signataires de vouloir faire prévaloir leur point de vue «de l'extérieur du parti et de s'engager dans la voie qui conduit à la constitution de courants». En conclusion le communiqué affir-

maît : «Le BP considère la démarche des signataires comme totalement inacceptable».

Ce que Michel Barak et Georges Labica, jugent eux, inacceptable, c'est la manière dont leur parti traite les militants qui s'interrogent et le font savoir. On lira ci-dessous les principaux extraits de leur lettre.

On apprend par ailleurs qu'un conseiller général André Terrisson élu dans le canton de Florac (Lozère) a adressé sa démission au PCF. Son principal grief est l'insuffisance de démocratie interne «j'estime, a-t-il dit à l'AFP, que le PCF porte sa part de responsabilité dans l'échec de l'Union de la gauche. Il eût donc fallu à la suite des législatives instaurer un large débat partant de la

base, c'est-à-dire des cellules de notre parti, avec publication de tribunes libres dans la presse du parti, cela n'a pu se faire».

Enfin, en prenant connaissance de la dernière livraison de la revue *La nouvelle critique*, revue du PCF destinée aux intellectuels, on est obligé de constater que «la reprise en main» y est bien avancée. Rappelons que le mois dernier, la revue, sous la plume de François Hincker avait publié un article très critique pour le PCF au point que le CC avait condamné la revue. Ce mois-ci la revue se borne à constater que «cette période restera une des plus importantes dans l'histoire du parti». La normalisation de *La nouvelle critique*, si elle devait se confirmer ne rend toutefois pas compte de la situation générale du PCF.

La controverse au sein du PCF

(...) «Le texte, rédigé il y a quelques semaines, au lendemain du rapport du comité central de la fin avril, par des membres d'une cellule de l'université de Provence, n'était nullement destiné à devenir une pétition nationale. Il n'était qu'une de ces très nombreuses lettres que, dans la période actuelle, des cellules ou des militants font parvenir à la direction de leur parti. Il n'avait, comme elles, disons-le, rien de clandestin. Il n'a dépassé (sans devenir, à proprement parler, «national», — ce qui supposerait tout un réseau de transmission parfaitement étranger à des communistes), ce caractère local que sous l'effet du hasard des relations personnelles et de la conjoncture quand il s'est avéré [communiqué du bureau politique en date du 11 mai et article de Paul Laurent dans *L'Humanité* du 13 mai] que la direction du parti, confirmant son refus de prendre en considération le débat dans toute son ampleur, entendait livrer à la réprobation de l'ensemble du parti normalement tel camarade, Louis Althusser, par ses soins isolé.

(...) Mais on peut d'ores et déjà noter qu'il ne s'agit ni d'une «tendance», ni d'une «fraction» en voie d'organisation, ainsi que quelques organes de presse, dont *Le Monde*, l'ont laissé entendre, ni d'un regroupement en vue d'engager «une lutte politique ouverte» comme l'assure la résolution du bureau politique du 19 mai.

ront qu'en rendre l'issue plus dramatique. (...)

(...) Pour la chronologie, elle aussi en cause, indiquons que le texte d'Aix a été adressé, le 15 mai, au rédacteur en chef de *L'Humanité*, accompagné d'une lettre dénuée de toute ambiguïté. Le même texte a été déposé au *Monde* le 18 mai dans l'après-midi. On saurait d'autant moins nous reprocher, comme le fait cependant *L'Humanité* du 20 mai, de n'avoir point attendu «la position» du bureau politique, qu'un délai suffisant s'était écoulé ; que, jusqu'ici, les seules réponses données, quand il y en avait, aux initiatives de ce genre, étaient des fins de non-recevoir. (...)

(...) Qu'il semble, malheureusement, que la seule réplique effective ait consisté, dès le 17 mai, à faire savoir aux responsables de fédérations et de sections quels des communistes de leur ressort avaient signé le texte, afin que... contact direct soit pris avec eux. (...)

(...) Ajouterons-nous que, si inusitée que soit la démarche des «trois cents», rien dans nos statuts ne la frappe d'interdit, ni même le recours à la pétition. (...)

(...) C'est d'ailleurs bien ainsi que de nombreux communistes l'ont ressenti, puisque, dès la publication de la résolution du bureau politique, de nouvelles signatures s'ajoutaient aux précédentes portant leur nombre à près de cinq cents. (...)

(...) Car, enfin, se ferme-t-on les yeux sur ce fait (en voilà bien un !) que les lecteurs de *L'Humanité*, ce samedi matin 20 mai, auront été les seuls à ne rien savoir, fût-ce sous forme d'extraits, de la pétition incriminée si

violemment par la direction de leur parti, ni non plus des noms des signataires, leurs camarades ?

(...) Il est temps, en effet, d'appeler «à une nouvelle réflexion», à un nouveau style, «Préserver et développer la vie démocratique du

parti», tel est le mot d'ordre commun à tous les communistes. Leur programme en vue du 23^e congrès. Au travail, camarades !»

(1) Les mots soulignés sont du texte original.

Marchais philistin

Dès son retour du Mexique, Marchais a été interrogé sur les développements de la contestation interne au PCF. Tout en mettant en garde les 300 signataires de la lettre, il a affirmé : «qu'il n'y a pas de parti plus démocratique que le PCF».

A propos d'Elleinstein, Marchais a dit : «Quand je lui ai demandé où il avait pu prendre ses informations en ce qui concerne la brochure «Vivre», il m'a répondu : «Dans un article de Levaï, dans *Le Journal du Dimanche*». Et Marchais d'ironiser sur la qualité d'historien d'Elleinstein. Philistin jusqu'au bout des ongles, Marchais oublie de dire que l'affaire de «Vivre» a été confirmée et précisée par ses protagonistes eux-mêmes, Frémontier en tête.

Lundi, le communiqué commun du PCF et du PC mexicain prenait, en termes voilés, ses distances d'avec l'URSS, tout en soutenant Cuba «qui construit le socialisme» et les pays «qui affrontent le tournant à droite d'un gouvernement naguère national et démocratique». L'Argentine fasciste ? Allons donc ! Juste un virage à droite... comme le PS.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.
75 924 Paris Cedex 19

Colonel tortionnaire

«Erulin parut derrière eux. Il se pencha sur moi, me releva et m'adossa contre le mur... Il sortit une boîte d'allumettes de la poche de son uniforme, en frotta une et très lentement la passa devant mes yeux pour voir si je suivais la flamme et si j'avais peur. Puis, toujours avec des allumettes, il se mit à me brûler le bout d'un sein, puis l'autre. (...) Furieux, il me frappait au bas-ventre et hurlait : «Tu es foutu. Tu entends ? Tu parles ?».

Ce texte est extrait de *La Question*, d'Henri Alleg. René Andrieu a révélé mardi soir aux «Dossiers de l'Écran» que le chef des paras français au Zaïre et l'officier qui torturait les patriotes algériens et ceux qui les soutenaient sont la seule et même personne.

Sécurité sociale : pas d'augmentation des cotisations

Le débat parlementaire sur la Sécurité Sociale, qui s'est ouvert mardi, ne débouchera sur aucune transformation concrète. Simone Veil s'est contentée de rappeler en introduction les grandes orientations du programme de Blois : maîtriser l'évolution des dépenses de santé, en réglementant le marché pharmaceutique, développer la politique de la famille, en augmentant les prestations sociales pour les familles nombreuses, développer la protection des personnes âgées. La seule nouveauté a été l'annonce par Simone Veil que les cotisations sociales n'augmentent pas en 79.

Commerce extérieur positif

Après une longue période de déficit, la balance du commerce extérieur est à nouveau positive, pour le troisième mois consécutif.

Au mois d'avril, le montant des importations s'est élevé à 29 milliards de francs, et le montant des exportations à 30,918 milliards. Après correction des variations saisonnières, l'excédent d'avril est de 692 millions. La principale zone de déficit reste les pays européens, et notamment l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne.

Des MRG pour Giscard

M. François Poncet, membre du cabinet de l'Élysée et conseiller personnel de Giscard, a été élu président au Conseil général du Lot-et-Garonne. Pourtant, la gauche est majoritaire, nettement, au sein de ce conseil général. Renseignements pris, ce sont les radicaux «de gauche» qui, comme un seul homme, ont voté pour le candidat giscardien.

Luttes internes au PS sur les conseils de Mitterrand six rédacteurs de la revue Faire démissionnent

Six rédacteurs de la revue *Faire*, connue pour être le porte-parole du courant des Assises symbolisé par Rocard ont démissionné de leur poste. Cette décision est incontestablement un nouvel épisode de la lutte acharnée que se livrent en ce moment rocardiens et mitterrandistes. Il est intéressant de remarquer que la plupart des démissionnaires sont issus de la Convention des Institutions Républicaines dont Mitterrand était le principal responsable avant la formation du nouveau PS. On remarquera également que J.P. Cot connu pour être proche de Mitterrand n'a pas pris à l'heure qu'il est la même décision. Il reste membre du comité de direction de la revue. Les démissionnaires sont les secrétaires nationaux suivants : Jospin, Estier, Beregovoy ainsi que Bachy, Pronteau et Germon, membres du comité directeur.

Giscard pour encore trois ans

Pour le quatrième anniversaire de son élection, Giscard se rendra samedi dans un village de Haute Savoie, du nom de «Le Reposoir». Tous les villageois sont invités pour le repas. C'est naturellement un des villages qui avait donné le plus de voix à Giscard en 1974.



MAI 68 au jour
le jour

Samedi 25 mai

— Pompidou déclare dans une conférence de presse : «Les événements de la nuit sont une tentative évidente de déclencher un début de guerre civile». «Des instructions ont été données pour que tout rassemblement soit immédiatement dispersé avec la plus grande énergie».

— Vigier et de Paquet sont exclus du PCF en raison de leur «attitude antiparti» (Vigier était parmi les manifestants qui, dans la nuit, ont forcé les portes de la Bourse à Paris).

— Alors que de Gaulle s'est montré incapable de reprendre la situation en main, à 15 h, s'ouvrent les «négociations de Grenelle». Une cinquantaine de personnes se présentent au ministère des Affaires sociales (11 représentants du patronat, 32 syndicalistes) répartis en 6 commissions (CGT, CFDT, FEN, FO, CFTC, CGC) et 3 membres du gouvernement (Pompidou, Chirac, Jeanneney). Il s'agit de «trouver une issue négociée» à la grève générale qui dure maintenant depuis 6 jours. Les discussions dureront jusqu'au lundi matin.

— Le point de vue des syndicats

Le 23 mai, CGT et CFDT ont publié une déclaration commune : «Nous sommes prêts à prendre part à de véritables négociations».

Mais les 2 confédérations ont des points de vue divergents :

— pour la CGT, on a affaire à un mouvement «revendicatif et démocratique». Il s'agit de «régler les comptes en retard». Pas question de remettre en cause l'autorité des cadres, de la maîtrise, en les séquestrant. Les manifestations de rue violentes sont condamnables. La «lutte politique» doit être menée par les «partis de gauche», en constituant un «programme commun de gouvernement».

— la CFDT adopte un langage gauchissant : la lutte pour les revendications matérielles doit se doubler d'une lutte contre les structures (on parle de «cogestion», «compression de la hiérarchie des salaires», «réformes de structures»...).

Au cours de négociations CGT-CFDT (22 mai, la CFDT a renoncé au terme de «réformes de structures». En contrepartie, la CGT a fait figurer en première place la question de «l'extension des droits syndicaux».

QUELQUES DECLARATIONS

«Toute entreprise de diversion, tout mot d'ordre irresponsable, aventurier et provocateur, tel que celui d'insurrection qui risquerait de dénaturer le caractère revendicatif et démocratique de notre lutte... ne peuvent que faire le jeu du gouvernement». (Séguy devant les grévistes de Billancourt. 20 mai).

«L'opinion publique, bouleversée par les troubles et la violence, a vu en la CGT la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre au service des travailleurs». (Séguy).

«L'heure n'est pas aux bavardages sur les transformations profondes de la société». (Séguy).



Jeanson, président de la CFDT, écrit dans *Le Monde* du 22 mai : «Etudiants et travailleurs : le même combat contre le pouvoir capitaliste et pour la démocratie».

... Les étudiants s'inscrivent très exactement dans le combat fondamental que les travailleurs mènent contre le pouvoir capitaliste... Cette action engagée doit naturellement apporter aux travailleurs les améliorations de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail... mais il ne saurait être question qu'un mouvement d'une telle ampleur et d'une telle profondeur se satisfasse de succès alimentaires».

LUTTES OUVRIERES

Manufrance

«Nous ne voulons pas partir en chômage technique pour revenir en licenciement»

Le plan de redressement laborieusement monté par l'actuel PDG Gadot-Clet de Manufrance n'a pas eu plus de succès à Saint-Étienne qu'à Paris ! Malgré une stratégie tous azimuts (vente de vélos pour enfants à l'Algérie, de machines à coudre pour l'Argentine et Israël, bicyclettes de luxe pour les USA et le Canada, armes pour la Thaïlande...), la saison 78 de Manufrance est très mal engagée. La direction s'agite, prend des contacts à tout va : avec la MAS, Mercier et même Goulet-

Turpin. Malgré ce déploiement commercial, appuyé par une relance publicitaire du célèbre catalogue et une promotion des cycles, Gadot-Clet a dû demander des délais pour présenter son plan au ministre de l'Industrie. René Monory a en effet refusé d'examiner le montage industriel et financier proposé par le PDG de Manufrance, faute d'un «sérieux attesté par des apports substantiels de fonds propres d'actionnaires».

Quant au Comité d'entreprise, tenu quelques

jours avant cette entrevue, au ministère, il a largement contesté les propositions de la direction de chômage technique, qui concernerait 80 % des personnels d'entretien et une importante partie de la fabrication (non encore chiffrée)... La direction de Manufrance parle d'«acte chirurgical nécessaire», pour attendre de nouveaux prêts (d'Allemagne et du Koweït) que garantirait cette fois le Crédit Agricole et qui impliqueraient une réorganisation CGT et CFDT ont protesté : «Nous ne voulons

pas partir en chômage technique pour revenir en licenciement. Ils ont rappelé ce qu'ont déjà enduré les travailleurs de Manufrance en un an : 680 licenciements fermes, neuf semaines de chômage, 12 % minimum de perte d'achat. Il n'y a plus que 3 007 personnes aux effectifs et ces mesures ouvrent visiblement la porte à des licenciements de restructuration !

Mais les syndicats n'ont pas fait que dénoncer cette situation. Ils se sont lancés dans un jeu dangereux pour l'avenir des travailleurs !

Pour la CFDT, tout chômage technique est conditionné par la «présentation d'un plan de relance de l'entreprise reconnu par l'ensemble du personnel». La CGT, elle, voulait la «certitude que ce nouveau sacrifice demandé ne soit pas vain».

A l'acte chirurgical de la direction, on ne peut pourtant riposter que par le refus de toute augmentation et non par de prétendues garanties sur les conditions de l'opération ou... l'anesthésie !

Pour les travailleurs de Manufrance, c'en est assez d'attendre les mirifiques montages financiers et industriels de Gadot-Clet : le chômage technique de deux mois cet été ne fait qu'ajouter à leurs inquiétudes et renforcer la nécessité d'imposer aux directions des syndicats la lutte sans équivoque contre tout licenciement.

Corresp.
SAINT ÉTIENNE

Congrès des journalistes CFDT

CONTRE LA POLITIQUE «REALISTE» DE MAIRE

Le Congrès extraordinaire des journalistes CFDT s'est tenu le week-end dernier à Créteil. Décidé avant les élections, dans la perspective d'examiner la situation issue d'une victoire de la gauche, il a été l'occasion de faire le bilan des orientations confédérales depuis le 19 mars. Très dur devant les initiatives d'Edmond Maire, en particulier sur la visite du secrétaire confédéral à l'Élysée et sur son absence au défilé du 1^{er} mai, le congrès a voté une motion demandant que «le prochain Conseil National Confédéral dresse un bilan exhaustif des discussions et négociations entamées avec le patronat

et les pouvoirs publics depuis la fin mars». Certaines sections, comme celles du Nord, de l'AFP, ont mis en accusation le tournant opéré par la direction CFDT : «En demandant audience au président de la République, Edmond Maire a choisi la politique du spectacle et s'est laissé attirer dans le camp du pouvoir».

Par ailleurs, les journalistes ont voté une motion de soutien aux clavistes d'Aigles, en lutte depuis le 9 mai, demandant que des arrêts de travail, des télégrammes envoyés à la Main d'Ouvre de Lyon, le versement d'une demi-

journée de travail, concrétisent leur soutien.

Enfin, les journalistes ont voté une autre motion, appelant à une manifestation de l'ensemble des journalistes devant l'Ambassade d'Argentine à Paris, le jour du dépôt des pétitions soutenant les journalistes emprisonnés ou disparus dans ce pays. Ils demandent aux journalistes qui se rendront en Argentine à l'occasion de la Coupe du Monde, de «ne pas s'en tenir à ce qui se passera sur le stade, mais de faire le maximum pour tenir au courant l'opinion de ce qui se passe hors des stades».

En bref... En bref... En bref... En bref...

La liberté de manifestation en danger

Deux mois ferme pour «insulte à CRS» !

Une manifestation parisienne contre l'intervention française au Zaïre s'est tenue sous la forme de multiples rassemblements et défilés rapides, dans plusieurs points de la ville malgré un très important déploiement policier. Les CRS, au courant de certains rendez-vous secondaires étaient particulièrement agressifs et vexés de ne pas avoir pu empêcher les regroupements.

Plusieurs personnes avaient été interpellées. Parmi eux, Joël Lelacher, qui attendait son métro à la station Odéon lorsqu'elle fut envahie par les policiers. Pour avoir crié CRS-SS, il a été condamné mardi à deux mois de prison ferme. Eric Guillot, lui, avait participé à la manifestation, et les CRS ont trouvé sur lui un caillou et une barre de fer (ce qu'il nie). Il a été condamné à six mois fermes. Le ministère public n'avait requis que trois mois.

Ces condamnations — très lourdes en regard des faits — sont le signe d'une nouvelle atteinte aux libertés dans notre pays, à la liberté de manifestation en particulier. Elles sont inadmissibles.

Négligence criminelle dans un hôpital de Marseille

Une jeune opérée meurt sans soins

Sylvaine s'était fracturée la cheville. Hospitalisée à Marseille, les chirurgiens estiment qu'il faut l'opérer. Était-ce indispensable ? La jeune fille avait eu, enfant, des crises d'épilepsie et suivait encore un traitement. Ses parents en avaient informé l'hôpital. Mais lorsque, après l'opération, Sylvaine fut prise de convulsions à son réveil, devant sa mère et une femme de service impuissantes, l'anesthésiste n'était plus là. Il n'y avait personne pour intervenir, alors que pendant l'opération, la jeune fille avait eu un arrêt cardiaque.

Les parents ont décidé de porter plainte. Pour la deuxième fois en une semaine, la médecine à la chaîne a tué.

CFDT : PTT Rhône, Banques de Paris

DEUX CONGRES MARQUES PAR LA «NORMALISATION»

Mercredi et jeudi se tient le Congrès du syndicat des Banques de Paris (CFDT). A l'ordre du jour, la suspension de la Section BNP, la plus importante du syndicat. Cette décision de suspension, prise le 9 janvier de cette année, a été suivie de la constitution, par la direction du syndicat, d'une section CFDT avec une Commission Exécutrice désignée, parmi les minoritaires de la section suspendue ! Lors de la manifestation du 1^{er} mai à Paris, la section CFDT de la BNP avait distribué un tract, s'adressant ainsi à l'ensemble des travailleurs :

« (...) Le 9 janvier dernier, le Conseil du Syndicat parisien des banques décidait la suspension de la section CFDT BNP, au mépris de la démocratie la plus élémentaire : les conseillers qui ont voté la suspension, n'étaient en rien mandatés par leur section, puisque la sanction n'était pas à l'ordre du jour.

Des assemblées généra-

les et le Congrès de la Section avaient pourtant démocratiquement élu à la fin de l'année 77 des instances représentatives. Une minorité s'est servie de son influence dans les structures du Syndicat et de la Fédération pour «sanctionner» la plus importante section du Syndicat parisien des banques (elle a environ 1 000 syndiqués).

Ainsi, a-t-on pu assister dans un syndicat se réclamant du socialisme autogestionnaire :

— à la mise en place d'un collectif de «tutelle».

— puis à la mise en place d'une commission auto-désignée.

— à des reports successifs d'un congrès qui aurait dû se tenir il y a plus d'un an.

— à des manœuvres tendant à discréditer notre section (informations tronquées ou mensongères, amalgames abusifs, «mise en quarantaine» des élus (118 sur 140) qui ne reconnaissent pas les mesures prises par le syndicat).

En dépit de toutes les

difficultés que nous avons rencontrées (difficultés matérielles, période pré-électorale peu favorable), nous avons essayé de fournir à toutes les sections CFDT qui le désiraient les éléments indispensables à la compréhension de ce conflit. Ce travail, nous sommes déterminés à le poursuivre.

Nous espérons aussi que le Congrès du syndicat parisien qui aura lieu les 23 et 24 mai permettra dans le cadre d'une franche et démocratique confrontation, de résoudre un problème en dernière instance préjudiciable à l'ensemble du syndicat et donc au personnel des Banques, face aux nombreuses attaques du patronat bancaire (restructurations, conditions de travail, salaires...)

Dans le même temps, le Congrès des syndicats PTT du Rhône avait à revenir sur l'affaire de Lyon Gare. En septembre 77, le Bureau du syndicat PTT du Rhône prononçait l'exclu-

sion de 20 membres de la Commission exécutive de la section Lyon gare, malgré l'opposition des adhérents de cette section, qui approuvaient le 3 octobre, en AG, une motion demandant l'annulation immédiate et sans conditions de toutes les sanctions et réaffirmant leur confiance aux 20 membres de la CE. Quelques temps plus tard, c'était la section elle-même qui était dissoute ! Alors que le Bureau départemental n'avait pas daigné expliquer les raisons de sa décision devant l'AG, alors qu'il avait pris les sanctions en l'absence même des intéressés, ce Bureau accepterait aujourd'hui de réintégrer 15 des exclus ! Il a dans le même temps fait parvenir aux syndiqués une lettre avec un bulletin à lui renvoyer, et libellé ainsi : «J'approuve, ou je désapprouve, les décisions du bureau départemental depuis le dernier congrès ! Que signifie cette nouvelle formule ? Voudrait-il ainsi faire entériner sa décision d'exclusion ?

ILS LUTTENT

Eaton-Seine : sur les qualifications

Les 240 ouvriers lamineurs de l'entreprise Eaton-Seine, à Bonnières sur Seine (Yvelines) sont en grève totale depuis plus de quinze jours, avec le soutien de leur section syndicale CGT. Les grévistes entendent par leur mouvement obtenir plusieurs revendications : un salaire égal à qualification égale, une prime de vacances de 750 F, une prime de production ainsi qu'une amélioration véritable de leurs conditions de travail. La direction voit d'un très mauvais œil ce mouvement. Et pour cause : elle sait de quoi sont capables les grévistes : les nombreuses luttes qui ont déjà eu lieu ces dernières années avaient été rondement menées : il n'y a pas un salaire inférieur à 2 200 F dans l'usine !

BNP-Barbès : pour les effectifs

La majorité des 140 agents du service transmission télégraphique de la BNP Barbès, à Paris, multiplient depuis le 18 mai les débrayages quotidiens.

Ce mouvement, soutenu et appelé par l'ensemble des organisations syndicales CGT, CFDT, FO a plusieurs objectifs : l'embauche d'effectifs qui ne soient pas intérimaires comme cela est le cas actuellement, la réduction du temps hebdomadaire de travail (bruit difficilement supportable, cadences importantes, climatisation...). La direction, lors de sa réunion du comité central d'entreprise qui vient de se tenir, ne s'est pas contentée de refuser toute discussion sur les revendications des grévistes, mais a de plus quitté la salle de réunion à leur énoncé ! Les grévistes ont décidé de poursuivre leur mouvement.

Jeager : 2 500 travailleurs débrayent pour les salaires

2 500 travailleurs des usines parisiennes et d'un peu partout dans le pays, ont effectué un débrayage, le 18 mai, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO. L'objectif de cet arrêt de travail : le relèvement des rémunérations de 300 F uniformes, la cinquième semaine de congés payés, la réduction du temps de travail hebdomadaire et la fixation du salaire minimum pour tous à 2 400 F.

70 % des ouvriers ont arrêté le travail à Châtelleraut, 50 % à Levallois, 35 % à Caen, 50 % à Vendôme, 80 % à Châlons sur Marne pour ne citer que quelques exemples. On n'avait pas vu un débrayage d'une telle ampleur depuis 68. Et surtout, tout indique qu'il risque d'être suivi d'autres actions de manière prolongée : devant la direction qui n'a concédé qu'une demi-heure aux travailleurs qui font plus de 40 heures, les ouvriers de Châtelleraut, dès lundi, ont débrayé de nouveau durant 3/4 d'heure. 700 grévistes, sur un total de 800 ouvriers.

Cavers-Verrous : pour 7 % de plus

Les travailleurs d'une autre entreprise sont également en grève totale dans la région parisienne dans deux usines : il s'agit des ouvrières des établissements Cavers (fabrique de verrous). Ayant arrêté tout travail à Choisy le Roi et Melun, les travailleurs exigent 7 % d'augmentation.

Papeteries de Navarre à Roanne : occupation

Depuis lundi, les ouvriers de l'usine Navarre Transformations S.A. ont occupé leurs ateliers. Cette papeterie, qui emploie à Roanne 700 travailleurs, est spécialisée dans la fabrication d'enveloppes, de cahiers et de papier à lettre. Les grévistes demandent une augmentation de salaires et la garantie de l'emploi. A Saint-Etienne, les grévistes des Textiles Dupré (250 personnes), bloquent les entrées de l'usine depuis le même jour.

Egoûts de Paris

Un égoutier tombe dans les eaux polluées, il est hospitalisé

● Lundi, Boulin annonçait la mise en place d'un «conseil supérieur pour la prévention des risques professionnels» dont le but est de lutter, paraît-il, contre les accidents du travail. Au moment où ce nouveau gadget était créé, un grave accident du travail avait lieu à Paris, dans les égouts...

Un chef d'équipe, égoutier, âgé de 43 ans, a coulé dans l'eau des égouts de Paris, avec le bateau-vanne dont il dirigeait la manœuvre, dans le collecteur de Bièvre, sous la place Jussieu.

Au moment de l'accident, cet égoutier était, avec 10 autres de ses camarades, en train de tirer à la force du poignet, un bateau d'un poids de six tonnes, sur une ligne.

Ce travail devrait être effectué mécaniquement. Il

est en tout cas effectué pour l'instant manuellement par un nombre minimum d'égoutiers. Cela n'est pas étranger à l'accident, sans aucun doute : en effet, comment l'accident s'est-il passé ? Le bateau-vanne, après avoir heurté un obstacle, faisait une embardée et prenait l'eau. C'est en essayant de rééquilibrer l'engin de curage que l'égoutier fut précipité dans le cloaque. Mais comment aurait-il pu redresser l'engin de six

tonnes, alors qu'en tout et pour tout deux équipes d'égoutiers (10 hommes) s'occupaient avec lui du drainage du bateau comme pour tous les bateaux, dont certains d'ailleurs pèsent jusqu'à 10 tonnes ? Il faudrait cinq équipes ! Redresser un engin d'un si fort tonnage est d'autant moins facile, qu'il faut ajouter à la fatigue résultant du tirage de ces bateaux pendant des heures, le poids des équipements, des égoutiers (combinaisons et bottes d'une vingtaine de kilos) qui rendent les mouvements rapides difficiles.

Le bateau a donc coulé rapidement en quelques secondes, entraînant l'é-

goutier.

Heureusement, repêché par un de ses camarades, l'égoutier a été dirigé sur l'hôpital Fernand Vidal où il a été gardé en observation, pour plusieurs jours. Cette observation est absolument nécessaire quand on sait ce que signifie une chute dans les eaux des égouts : polluées, elles contiennent les déchets chimiques, acides, sinon radio-actifs déversés impunément par les usines, teintureries et hôpitaux qui occasionnent par ailleurs des intoxications quotidiennes aux égoutiers (30 000 journées d'absence par an, dues pour une part importante à ces intoxications).

Cet accident n'est qu'un exemple parmi d'autres accidents et surtout maladies que contractent une forte proportion d'égoutiers qui travaillent dans des conditions désastreuses (voir QdP du 29 et 30 octobre 1977).

On se souvient qu'en octobre 1977, les égoutiers étaient rentrés en grève justement pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Malgré une grande combativité, une longue lutte, ils furent laissés dans l'isolement, et n'obtinrent rien de significatif. L'accident qui vient de se produire, vient rappeler s'il en était besoin, qu'aucun problème n'est réglé et que la lutte pour la santé et la sécurité dans les égouts est plus que jamais nécessaire.

En octobre 1977, les égoutiers parisiens étaient justement en grève pour l'amélioration des conditions de travail.



LES LYCÉENS DE PAUL VALÉRY POUR LE BOYCOTT DU «MUNDIAL»

C'est aux cris de «Videla assassin, Giscard d'Estaing complice» que 150 lycéens de Paul Valéry, soutenus par des jeunes d'Arago et de Voltaire ont parcouru les couloirs du lycée pour appeler à l'après-midi de mobilisation organisée par le COBA du lycée, pour le boycott de la Coupe du Monde de football en Argentine.

Après la projection du montage diapos du COBA, l'assemblée générale a donné lieu à un débat particulièrement animé sur l'opportunité du boycott. Les protestations les plus virulentes venaient... des J.C. Un jeune J.C. a grand renfort de pub pour *Avant Garde* et *Pif* se récrie : «Il faut faire une différence entre la publicité orchestrée dans les journaux bourgeois pour l'Argentine et *Pif*, qui je vous le rappelle est une publication du PCF». Tollé général ! Il faut dire que la nuance est subtile et l'argument de taille ! Que la Coupe du Monde soit soutenue par des journaux genre *Aurore* ou par la presse du PCF, c'est toujours une caution au régime fasciste de Videla, qui entend bien mettre à profit cet «événement sportif» pour donner de l'Argentine l'image d'un pays démocratique et prospère. Alors que des milliers de victi-

mes sont atrocement torturés chaque jour, que le taux de chômeur atteint 15 %.

En fait, au nom du sport au dessus de tout, le PCF sert la propagande de la junta fasciste. D'ailleurs, l'assistance ne s'y est pas trompée et c'est sous les huées «PCF, faux communistes» que les J.C. ont dû battre en retraite.

Très vite, la question s'est posée de savoir comment engager l'action : «Ici, nous sommes tous au courant, d'accord pour faire quelque chose, alors

maintenant, il faut voir comment élargir sur l'extérieur pour informer le plus de gens possibles». Les idées ne manquent pas : populariser sur les autres lycées, se rendre à la sortie des grands magasins qui ont des Stands pour l'Argentine. C'est ainsi qu'une intervention a été décidée au Printemps-Nation. Les jeunes y sont allés en délégation avec une banderole pour faire de l'agitation et vendre la presse du COBA : *Épiques*, affiches, brochures...

Corr. UCJR

Saint-Étienne : la dénonciation de la dictature argentine entravée

Le préfet de la Loire avait interdit samedi 20 mai une partie de «ballons prisonniers» organisée par Amnesty International contre les tortures en Argentine. La veille déjà, une fausse alerte à la bombe a servi de prétexte à interrompre une réunion débat du MAN et du MDPL sur l'armée. Une nombreuse assistance s'est pressée pour tant autour des panneaux de protestation qu'Amnesty International et le COBA avaient disposés place de l'Hôtel de Ville contre la dictature en Argentine, près du forum marée noire. Une banderole annonçait : «L'Argentine a gagné la coupe du monde des goulags.» Un débat en soirée a rassemblé quelques dizaines de jeunes et d'enseignants sur le thème : sport et politique.

Corresp. SAINT ÉTIENNE

La tentative «d'enlèvement» de Hidalgo Une provocation douteuse exploitée par la presse bourgeoise

La grande presse a enfin trouvé son exutoire dans l'affaire du boycott du Mundial. Une affaire qui la gênait à l'évidence car il est toujours difficile de défendre la dictature et la torture.

L'occasion lui a été fournie, mardi matin, par la menace d'enlèvement dont a été l'objet Michel Hidalgo, le directeur de l'équipe de France de football. Menacé par 3 hommes alors qu'il rentrait sur Bordeaux en voiture, Hidalgo a réussi à déarmer son agresseur.

Tenant une conférence de presse l'après-midi du même jour, il s'exclamait : «Mais que vient faire le

sport dans tout cela ?»

Pour appuyer sur l'idée que les joueurs seraient menacés par la campagne de dénonciation, les radios et la télévision ont donné une large place à ce fait, insistant sur la base d'un communiqué anonyme envoyé à l'AFP, sur le caractère politique de la tentative d'enlèvement. Les mêmes organes de presse ont fait comme par hasard le silence sur le communiqué de presse du COBA que nous publions ci-dessous. Action marginale, ou provocation cousue de fil blanc, il apparaît à l'évidence que la bourgeoisie s'en servira pour tenter de dérouter la campagne de

dénonciation menée par les partisans du boycott vers de faux débats, et cela à quelques jours du départ des joueurs pour Buenos-Aires. Interrogé par le *Monde*, avant l'incident M. Hidalgo déclarait : «On veut nous entraîner dans des discussions alors que nous avons l'habitude d'agir concrètement comme des sportifs. Beaucoup de personnes ont entamé de longues discussions à propos de la situation au Zaïre, mais ce sont les parachutistes, des hommes de terrain, qui ont agi». Il a rappelé sa position : «Les manifestations sportives sont sans doute le meilleur moyen de réunir la jeunesse du monde. On cherche aujourd'hui à les contrarier, voire à les effacer».

COMMUNIQUE DU COBA

«A la suite de l'agression dont a été victime Michel Hidalgo ce 23 mai, le COBA tient à réaffirmer que ce type d'actions est absolument étranger à la large campagne démocratique qu'il mène depuis 5 mois. Toutes les violences qui se développent autour du Mundial sont le fait soit de ceux qui cherchent à faire taire les artisans de la dénonciation (un membre du COBA Bordeaux a subi des sévices corporels : brûlures de cigarettes et 3 autres ont eu leur appartement mis à sac), soit ceux qui en réponse au blocage auquel a à faire face la campagne du COBA (interdiction de manifester, silence des médias) se situent en marge des actions que nous préconisons. En tout état de cause, le COBA rappelle que c'est au gouvernement et non à Michel Hidalgo ou à la Fédération Française de Football que revient la décision de ne pas envoyer l'équipe de France en Argentine comme le stipule expressément la loi Mazzeaud».

APRES L'ARRESTATION DU CORRESPONDANT DU MONDE EN ARGENTINE

Le correspondant du *Monde* en Argentine vient d'être relâché par la police de Videla après 24 heures d'arrestation et d'interrogatoires. La police argentine lui reprochait de ramener en France des «documents subversifs nuisibles à l'Argentine». Après avoir «récupéré» ces documents (probablement sur des cas de torture) la police a forcé le journaliste à signer une déclaration dans laquelle il reconnaît le caractère «subversif» de ces documents en échange de sa remise en liberté ! A quelques jours de l'ouverture de la Coupe du Monde, l'état policier de Videla se resserre toujours plus pour empêcher que toute la vérité éclate sur sa dictature odieuse sur le peuple argentin.

Contre la dictature argentine ! Pas de football entre les camps de concentration !

Le COBA de Montrouge-Châtillon organise : **4 heures sur l'Argentine**

- Film «Supporters, si vous saviez»
- Débats Argentine Sport
- Expo - Table de presse
- Chanteurs argentins et chiliens

JEUDI 25 MAI DE 19 H À 23 H
à la MJC de Montrouge - 88, rue Racine

Pour tout contact :
Le COBA de Montrouge se réunit tous les mardi à 19 h à «La Boulangerie», 67, rue de Bagneux à Montrouge.

Radio libre Banlieue Sud

Radio libre banlieue sud émet maintenant les dimanche à 11 h sur 101 MHz. Les émissions sont enregistrées publiquement tous les vendredi soir à 20 h.

Tous ceux qui dans le coin Montrouge, Malakoff, Bagneux et autour pensent qu'il faut battre en brèche le monopole de l'intonx pour imposer notre droit à la parole peuvent y participer.

L'émission de vendredi dernier avait pour programme, la grève de Micro-électronique à la Thomson Malakoff, la grève de la RATP, la lutte contre le Mundial et les mobilisations prises en charge par le COBA Montrouge, Châtillon. Quelle mobilisation contre le viol de Fabienne à Antony ?

Enregistrements à la MJC de Montrouge. 88 rue Racine, tous les vendredi à 20 h.

Coordination des radios libres

Réunis le 22 mai au 1, rue Keller, les animateurs (trices) des radios suivantes : Les Radioteuses, Radio Banlieue Sud, Radio Cent, Abbesses Échos, Radio Dedalus, Radio Fil Rose, Radio Rockett, Radio 93, Radio 95, Radio Aventure, Radio Cortyone, Radio Libre Paris, Radio Genevilliers, Radis au Bœurre, Radio 91 (projet), Radio Vincennes (projet), Radio Alice (Italie), Radio Canut (Lyon), Radio Guignol (Lyon), appellent à une réunion nationale des Radios libres non commerciales les 3 et 4 juin 1978 à Lyon. Ils et elles mandatent Radio Canut et Radio Guignol pour organiser matériellement cette réunion.

Pour tout contact, écrire à :
Coordination des radios libres parisiennes
c/o SEP 1 rue Keller
Paris 11^e

Procès de Radio 93

«IL Y AURA TOUJOURS DES RADIOS LIBRES...»

●Mardi 23 mai comparaissaient devant la 15^e Chambre correctionnelle de Bobigny les animateurs de Radio 93, sur plainte de TDF. Un procès qui dura plus de 7 heures et dont le jugement ne sera connu que le 30 mai.

La salle d'audience était comble et un important dispositif policier avait été mis en place pour parer à tout «incident». De nombreux flics en civil avaient pris place sur les bancs réservés au public. Le procès s'est malgré tout tenu dans une ambiance relativement décontractée, et le public n'a pas manqué de manifester son accord ou sa désapprobation avec tel ou tel point de vue.

Les inculpés reconnaissent bien les faits et rappellent qu'ils sont prêts à recommencer, qu'ils ont déjà recommencé et signalent le soutien qu'ils ont habituellement s'exprimer. Radio 93 a réussi à faire citer comme témoins des membres des partis de gauche, dont Ralite, dépu-

té PCF, et l'adjoint au maire de Saint-Denis. Ils défendent hypocritement les radios libres, espérant sans doute pouvoir les museler par la suite, en cas de réaménagement du monopole, défendant leur conception de pluralisme des opinions.

Quelques instants plus tard, le jardinier de la municipalité de Saint-Denis témoignait. Il expliqua pourquoi, lors de la grève des municipaux, il s'était adressé à Radio 93 : «On était en grève ; on s'est adressé à la presse sans résultat».

Je me suis affronté au blocage de la CGT, du PCF, de 93 Actualités. Il ne me restait plus tellement de moyens. Je me suis adressé à Radio 93. Ils m'ont permis de m'exprimer là où je ne pouvais le faire ailleurs.»

Suivirent d'autres té-

moignages, les uns politiques, les autres techniques. Tous réclamaient la libération des ondes et la fin du monopole. La partie civile ne manqua pas, dans un discours réactionnaire, de faire l'amalgame : radios libres = terroristes. Tubiana pour la Défense, dans une plaidoerie théâtrale, s'évertua à démontrer les contradictions de la législation ainsi que les atteintes à la liberté d'expression et la violation de la Convention Européenne des Droits de l'Homme que constituait le monopole.

Le jugement est mis en délibéré jusqu'au 30 mai mais, quelle que soit la décision de la Justice, comme le disait à la barre le représentant de Radio Verte Fessenheim : «Vous (le pouvoir), nous prenez 1, 2, 3 émetteurs ; il en restera toujours pour dire ce que vous faites !».

Jeudi 25 Mai : procès de Radio Rockett à la 17^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris.

Marée noire de l'Amoco Cadiz

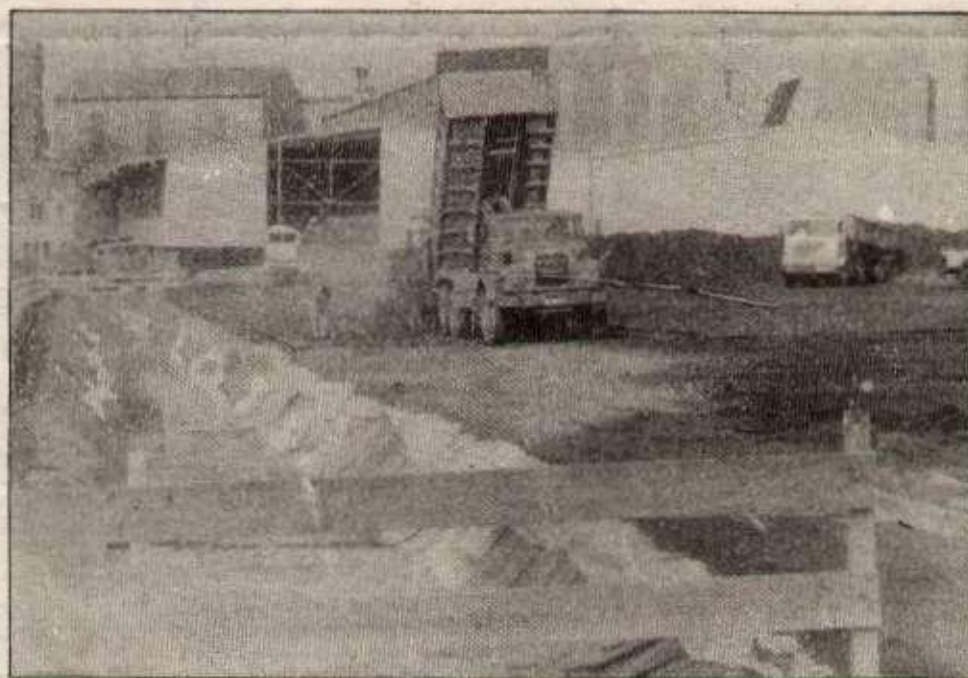
● DES DÉCHETS A N'EN SAVOIR QU'EN FAIRE

● LA MOBILISATION SE POURSUIT

De notre correspondant à Brest Jean-Jacques KERFICIEN

A l'entrée du port de commerce de Brest des militaires équipés de talkies walkies règlent la circulation des camions arrivant en colonnes qui font la navette entre les fosses des dunes et les terre-pleins du port. 30 000 tonnes de sable, de vase et de goémon pollués à 1 ou 2 % seulement de mazout ont déjà été entassées, une masse impressionnante de 6 à 7 m de haut étalée sur 50 m de large et 150 m à 200 m de long, alimentée par une pelleteuse. On ramasse de plus en plus de sable pour de moins en moins de pétrole, un liquide nauséabon qui nous prend à la gorge en suinte et s'écoule dans une tranchée prévue à cet effet. Quelques centaines de mètres plus loin sur les remblais de la future forme de rade double qui devra accueillir des pétroliers de 500 000 tonnes, des fosses pleines de mazout et de goémon, 2 de 7 000 m³, une de 3 500, pourtant ce qu'elles contiennent ne comprend que 3 à 4 % de mazout, d'après un responsable elles ne représentent que 10 % du pétrole de l'Amoco Cadiz.

A la question de savoir si on allait utiliser ces déchets pour la construction des routes, des ouvriers compétents en la matière nous ont répondu avec un sourire amusé. Pourtant c'était la solution officielle. Un des ingénieurs des ponts et chaussées nous a révélé son intention de l'utiliser pour une route à l'intérieur du port (il y a déjà de quoi faire des kilomètres). Toujours est-il que depuis quel-



ques jours on voit cette vase étalée sur les remblais, malaxée avec de la chaux vive à l'aide de moyens dérisoires : tracteur qui s'enlise en épandant la chaux, épandeur d'une puissance ridicule. Mais le pire ce sont les conditions de travail : les conducteurs se trouvent exposés au benzène et à la chaux sans aucune protection et bien entendu sans contrôle médical. Des bulldozers allemands attendent depuis la fin de la semaine dernière, d'être employés à cette tâche, ce qui peut être en rapport avec le fait que les travailleurs de l'entreprise locale de travaux publics sont en grève depuis 15 jours contre leurs salaires de misère. Pendant ce temps, alors que le PCF estime que la marée noire est «de l'histoire ancien-

nes», les partis de gauche s'opposent de fait à la mobilisation. Ainsi la municipalité PS réclame une amende de 230 F à un membre du Comité anti marée noire pour avoir écrit à la peinture «Mazoutés aujourd'hui, radio actifs demain» ! Quant à la CGT de Brest qui organisait ce week-end une fête de grande ampleur (avec choucroute et forte bière) elle a interdit l'entrée au collectif Amoco Cadiz qui regroupe les Comité anti marée noire, les CLIN, la CSF et de nombreuses associations. Motif «il ne faut pas effrayer les gens avec le nucléaire» ! Est-ce aussi pour rassurer les gens que le COBA se vit lui aussi interdire l'accès ? Tout cela n'empêche pas les Comités anti marée noire de poursuivre leur

lutte : 90 personnes à Port-sall, 400 à Lesneven pour une information sur la santé dans le courant de la semaine dernière ce qui ne s'était jamais vu à Lesneven... Des montages, qui donneront la parole à ceux que droite et gauche veulent faire taire, sont en cours de réalisation.

C'est avec les petits pêcheurs et goémoniers en particulier, comme avec les travailleurs victimes de toutes les marées noires du capitalisme en général, que la lutte pourra passer à un stade supérieur et déboucher de l'information à la riposte. L'idée d'un rassemblement national cet été en Bretagne fait son chemin ; on en parle sérieusement dans les réunions des comités anti marée noire.

Saint Étienne

UNE JOURNÉE ANTI-MARÉE NOIRE

Animation inhabituelle place de l'Hôtel de Ville samedi dernier à Saint Étienne : pendant huit heures, ce seront des discussions ininterrompues, un forum permanent contre la marée noire ! Une exposition, de nombreux panneaux accusateurs, se dressaient sur la place, dénonçant les responsabilités de l'État bourgeois et des compagnies pétrolières,

donnant de nombreuses explications sur les dégâts causés aux sites bretons, au milieu marin. Des panneaux montraient aussi la plaie du chômage en Bretagne qu'accroît la catastrophe de l'Amoco Cadiz. D'autres enfin exposaient l'action des Comités anti marée noire de Bretagne et les revendications populaires, autour du mot d'ordre : «Les pollueurs

doivent payer.»

Cette initiative, suivie par de très nombreux stéphanois, donnait le coup d'envoi d'une campagne d'information, appuyée par une pétition anti-marée noire, devant déboucher sur un meeting au cinéma «Le France» le 23 juin prochain, avec projection d'un montage des Amis de la Terre, des témoignages de Bretagne et des interventions de plusieurs organisations. Cette initiative, qui connaît déjà un succès certain, malgré les silences de la presse locale (*Le Progrès*), doit favoriser un débat intéressant, tant autour du soutien à l'UFC-Que choisir contre la Shell, que sur les responsabilités gouvernementales ou le rôle des travailleurs dans la lut-

te contre la marée noire... Le texte signé par 21 organisations qui ont rejoint les premiers signataires (Amis de la Terre, CSCV, UOPDP, MAN...) est une bonne base en effet pour aborder les problèmes de fond, y compris ceux des enquêtes publiques, du contrôle des travailleurs sur l'application des mesures de sécurité et notamment de tout plan d'urgence (y compris avec publication des plans ORSEC-radiations de Creys-Malville ou St Maurice l'Exil). Des militants de l'UOPDP ont participé activement à cette animation.

Corresp.
SAINT ÉTIENNE

Une assurance contre la pollution pour les patrons

Le Centre d'Information des Assurances a annoncé la création d'une nouvelle assurance destinée à prévenir les industriels des dommages dont ils seraient redevables par la pollution de leurs usines. Ce système intitulé «Gar-pol» est théoriquement destiné à couvrir des sinistres imprévisibles, des experts des assureurs devant auparavant examiner les usines pour déterminer si les équipements de sécurité nécessaires sont tous en place... Derrière ces belles paroles, des menaces précises : il est évident que l'intérêt des patrons sera de s'assurer plutôt que de financer des investissements de sécurité jugés coûteux et peu utiles par eux. D'autre part, il est évident que les experts des assureurs fermeront les yeux sur pas mal de choses

pour pouvoir décrocher des contrats compte-tenu de la concurrence.

Cette assurance apparaît au total comme une opération destinée à contrer les exigences qui s'affirment en matière de sécurité : «Nous sommes assurés, vous serez remboursés», dira-t-on aux victimes plutôt que de revoir les équipements industriels !

Quand on connaît l'étroitesse des liens financiers entre assurances, banques et directions des trusts, on peut imaginer sans risque d'erreur, qu'il s'agit en tout cas d'une opération bel et bien concertée...

En somme les pollués seront toujours pollués qu'importe puisque les pollueurs eux seront assurés !

P. PUJOL

Bulldozers et CRS Les squatters parisiens pourchassés

12^e, 13^e, 15^e. Mardi, les gendarmes mobiles rôdaient dans ces trois arrondissements. Cars grillagés, mousquetons. Objectif : expulser, sans aucune décision judiciaire les occupants d'un certain nombre d'immeubles abandonnés : 89 rue Nationale, rue Lahire, rue Général Beuret. Rue Nationale, les gendarmes embarquaient tous ceux qui se permettaient de discuter avec les squatters. Rue Lahire, un bulldozer attendait derrière les cars bleus pour raser l'immeuble. Rue du Général Beuret également, alors que l'immeuble était devenu un pôle de l'animation du quartier, et que 10 000 personnes avaient signé une pétition pour que l'immeuble et son parc soient préservés pour la vie du quartier, plutôt que d'être démolis pour le compte d'un promoteur.

Lycée d'enseignement professionnel de Pavillons-sous-Bois

Non au licenciement des maîtres auxiliaires

Novembre 77, devant trois témoins, M. Corbesse, inspecteur de l'enseignement technique brutalise un maître auxiliaire.

Mars 78, un maître auxiliaire de menuiserie — à juste titre — s'oppose, pour des raisons pédagogiques à son chef de travaux.

Mars 78, le proviseur du lycée d'enseignement professionnel s'oppose au maintien dans le lycée de ces 2 maîtres auxiliaires. Ce qui équivaut en fait à des licenciements. C'est pourquoi à l'appel de la section SGEN-CFDT, les enseignants du LEP de Pavillons-sous-Bois, syndiqués CFDT, CGT et FEN se sont mis en grève le mardi 23 mai sur les mots d'ordre :
— Annulations des sanctions.
— Réintégration de nos collègues.

AG des grévistes

«Démocratie» peau de chagrin

Selon l'association «France terre d'asile» qui tenait ses assises ce week-end, «de plus en plus de demandeurs d'asile proviennent de pays traditionnellement considérés comme démocratiques (États-Unis, Canada, Allemagne fédérale, etc.). Ce fait conduit à se pencher sur la crise des libertés et ses répercussions sur la notion de réfugiés» ont affirmé certains intervenants.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

● **Mettant en avant, lundi soir, comme «justificatif» de la présence des troupes françaises en Afrique, celle des milliers de Cubains qui s'y trouvent (en Angola et dans la Corne de l'Afrique), le ministre Guiringaud a minimisé sans vergogne cette présence : «Il y a au total, dans l'ensemble de l'Afrique, peut-être 5 000 soldats français, y compris 4 000 à Djibouti. Mettons 5 500 plus les parachutistes de Kolwezi... Je crois que nous sommes loin d'être les gendarmes de l'Afrique».**

En fait, si l'on compte tout le réseau de bases et de points d'appui, si l'on additionne les conseillers militaires et les forces d'intervention en action aujourd'hui, il y a au moins quinze mille militaires français présents en Afrique. Cette implantation, bénéficiant de l'héritage de la période coloniale, l'impérialisme français a réussi à la maintenir grâce aux accords de défense par lesquels certains pays lui sont encore liés. Il la renforce en intervenant en faveur de régimes africains chancelants. En proposant à la conférence franco-africaine une «force d'intervention africaine» l'impérialisme français ne vise nullement à aider les pays africains à renforcer leur unité et à régler leurs affaires entre eux, hors des ingérences de puissances extérieures au continent. Il veut au contraire créer un pacte qu'il coifferait et dirigerait. Il veut intégrer directement des forces africaines au dispositif impérialiste qu'il a mis en place en plusieurs points de l'Afrique.

DES ACCORDS POUR L'INTERVENTION

Lors de l'accession à l'indépendance, les accords de défense signés avec plusieurs Etats africains prévoyaient en plus de l'«assistance technique» la possibilité d'intervention française en cas d'appel des gouvernements. En échange de cette «protection» de type néocolonial, la France obtenait de maintenir des bases, des installations, des facilités aériennes et navales dans ces pays. Il y avait même des dispositions annexes assurant la fourniture en priorité de matières premières et de produits stratégiques à la France (hydrocarbures, uranium, thorium, lithium, etc.)

Les accords étaient bilatéraux, mais il y avait aussi des accords multilatéraux, pactes entre Africains et coiffés par la France, l'un avec le Niger, le Bénin (Dahomey) et la Côte d'Ivoire, l'autre comprenant le Congo, le Centrafrique et le Tchad. Ces accords servaient directement à des interventions militaires françaises au moins dans deux cas :

en février 1964, au Gabon pour sauver le régime de M' Ba, en 1968 et après contre le Frolinat au Tchad.

En fonction des changements de régime, de l'évolution politique, et même de décisions du gouvernement français qui tend à concentrer ses troupes dans les bases les plus intéressantes du point de vue stratégique, ces accords de coopération vont soit être dénoncés par les Etats africains, soit être renégociés, soit tout simplement tomber en désuétude. Il n'y a que quatre Etats qui n'ont pas modifié les accords de défense signés en 1960 - 1961 : la Côte d'Ivoire, le Centrafrique, le Gabon et le Togo. On peut y ajouter le Sénégal qui les a renégociés en 1974, mais pas dans un sens restrictif.

Beaucoup d'autres Etats ont dénoncé les accords de défense : le Niger et le Congo en 1972, la Mauritanie en 1973.

Madagascar en 1973. Les deux bases (Diego Suarez et Irato) en territoire malgache seront évacuées en 1975.

La «coopération militaire» prend aujourd'hui principalement la forme d'accords d'«assistance technique militaire». En principe celle-ci comporte une assistance en personnel (conseillers et techniciens). La formation de stagiaires en France et une aide logistique. Ces accords s'appliquent dans une quinzaine de pays et ne prévoient pas, du moins dans leur libellé, de possibilités d'intervention, puisqu'ils ont été signés par des pays comme l'Algérie, la Libye et Madagascar.

Mais, dans un certain nombre de cas, ces accords couvrent des protocoles et des clauses secrètes permettant l'interventionnisme français sans que celui-ci se présente sous la même forme ouverte qu'à l'époque des accords de «défense». C'est ainsi que le Tchad et la Mauritanie ont signé de tels accords, en même temps que l'impérialisme français se servait de son aide militaire pour faire signer à ces régimes des accords économiques qui le servent. C'est ainsi que, juste après les accords militaires de décembre 1975 qui ont permis au gouvernement d'Ould Daddah de s'engager dans la guerre contre le peuple sahraoui, le gouvernement mauritanien signait un accord d'indemnisation très favorable pour l'impérialisme français et les autres impérialismes occidentaux (90 millions de dollars dont 40 payés tout de suite, le reste remboursable par tranches de 10 millions de dollars chaque année).

Avec le Tchad, c'est l'accord d'assistance technique militaire de mars 1976 qui couvre la reprise de l'intervention militaire française. Une convention permet de plus au gouvernement français de «prêter» au Tchad des militaires en «service détaché».

15 000 SOLDATS FRANÇAIS EN AFRIQUE ET DANS L'OCEAN INDIEN

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY



LES ÎLOTS DE L'OCEAN INDIEN

En annexant l'île de Mayotte aux Comores en 1976, l'impérialisme français a redéployé son dispositif militaire au Sud de l'Océan Indien. Celui-ci avait été affaibli par l'évacuation des bases de Madagascar. En même temps, son dispositif d'intervention utilise les îles du Canal du Mozambique annexées à Madagascar et Tromelin annexée à l'île Maurice. Avec Mayotte, ces îles forment un ensemble qui permet à la France de contrôler et de surveiller le canal du Mozambique, voie de passage stratégique des supertankers pétroliers. Plusieurs dizaines de paras et de gendarmes français tiennent des stations de météorologie — en fait on y installe actuellement des stations d'écoute, des radars et des pistes d'atterrissage.



«L'assistance militaire constitue une des priorités»

Extraits du rapport à l'Assemblée nationale sur le budget 1978 de la coopération

«L'année qui s'achève a été marquée par la montée des périls, l'extension des conflits, la poursuite d'une course aux armements préjudiciable à des économies fragiles.

Les raids du Polisario sur la Mauritanie, le poids de la Lybie au Nord du Niger et du Tchad, la présence cubaine au sud du Zaïre, les combats qui se déroulent à proximité de Djibouti, en sont les manifestations concrètes.

Cette situation devait trouver sa traduction dans les orientations budgétaires du ministère de la coopération pour 1978.

Ainsi dans un budget en croissance modérée, notre assistance technique militaire figure-t-elle parmi les priorités».

Le rapporteur souligne plus loin, «la nécessité de faire face à la politique de l'URSS», quand celle-ci cherche à destabiliser certains régimes, ou quand elle apporte une aide militaire à ces régimes, l'impérialisme français

entend donc faire face à cette rivalité.

«Votre rapporteur doit (...) relever l'attitude ambiguë de l'URSS, peu portée vers l'aide économique et sociale au sein de laquelle elle occupe la dernière place, mais peu avare lorsqu'il s'agit de dispenser du matériel militaire au Burundi, à l'Empire centrafricain, au Congo, à Madagascar, au Mali, au Tchad, pour ne citer que les pays avec lesquels la France a signé des accords de coopération».

Plus loin le rapporteur donne la mesure de l'importance de ce budget. En effet, les crédits affectés à la coopération militaire connaissent cette année une progression de 45 %. Quant aux autorisations de programme qui engagent les dépenses prévues pour les années à venir, elles passent de 11 550 000 francs à 120 millions, soit dix fois plus, ce qui en dit long sur ce qu'envisage le gouvernement pour l'avenir !

Les bases françaises en Afrique

— En Côte d'Ivoire, la base de Port Bouet, près d'Abidjan, avec le 4^e bataillon d'infanterie de marine, et des troupes de l'armée de l'air (405 hommes)

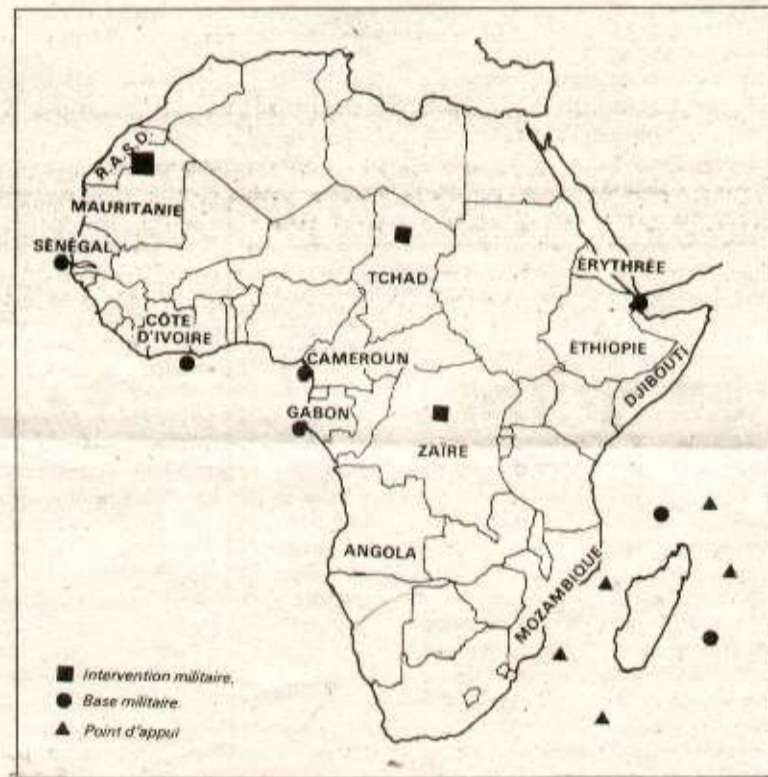
— Au Gabon, à Libreville le 6^e bataillon d'infanterie de marine (410 hommes) ainsi qu'une base aérienne. Cette base sert de structure d'accueil à des compagnies de la Force Française d'intervention.

— Au Sénégal, (Dakar), le 10^e bataillon d'infanterie de marine, une base aérienne et navale (en tout 1 135 hommes)

— Au Cameroun, à Douala, une escale de transit et d'approvisionnement en vivres (3 hommes).

Il s'agit donc d'une force permanente de 2 000 hommes en Afrique de l'ouest, sans compter les conseillers militaires dans chaque pays (dont le nombre est tenu secret, sans doute plusieurs centaines), sans compter les compagnies qui séjournent en manœuvre presque sans arrêt. A cela, il faut ajouter les troupes qui interviennent au Tchad et en Mauritanie (plusieurs centaines, au moins 2 000 en tout).

Les bases d'Afrique de l'Ouest servent de relais pour le transport de troupes et de matériel, ou de bases d'agression : l'année dernière, les treize Transall qui ont amené les troupes marocaines au Zaïre, ont transité par la base de Dakar. C'est de cette base également que sont parties les troupes et les Jaguar qui interviennent contre le peuple sahraoui depuis novembre 1977.



Mais, les troupes stationnées dans ces bases manœuvrent constamment dans les territoires de ces pays africains où elles se déplacent librement. Elles participent à la repression des mouvements populaires, comme elles l'ont fait l'année dernière contre des manifestations de paysans producteurs de café en Côte d'Ivoire.

Aux bases stationnées en Afrique de l'ouest, il faut ajouter la base aérienne et navale de Djibouti avec 4 000 hommes et la flotte la plus importante de l'Océan Indien. Au sud de l'Océan Indien, il y a un dispositif comprenant la Réunion (2 000 hommes), Mayotte 2 000 hommes et les îlots du canal du Mozambique.

● Sur l'armée zaïroise, les témoignages des rapatriés de retour de Kolwezi, sont assez unanimes : dans l'ensemble ils signalent que les soldats de Mobutu n'ont guère été en mesure de faire front aux forces qui les ont attaqués le 13 mai. Certains soldats de l'armée zaïroise ont rejoint les attaquants, d'autres ont participé aux pillages, ont procédé à des exécutions sommaires, ou tout simplement sont partis en déroute. Les choses n'ont cessé de se dégrader depuis 1974 alors que Mobutu évoquait déjà : *Les vols, les détournements et les abus au détriment de l'État et des individus, les innombrables faux et usages de faux, l'utilisation abusive de biens de l'armée et du personnel civil et militaire, l'extorsion de fonds, les arrestations et les détentions arbitraires* en usage dans sa propre armée.

Parce que l'armée zaïroise s'était trouvée incapable de faire face aux attaques de l'an dernier, dans la première guerre du Shaba, une tentative de reprise en mains a été faite en 1977-78. Dans ce but, les Français avaient formé des unités aéroportées alors que par ailleurs, aux dires du FLNC, les conseillers militaires belges avaient été portés au nombre de 5 000. Il n'y eut guère comme résultat de tout cela, du point de vue de l'armée zaïroise, que l'opération aéroportée du 16 mai dernier au cours de laquelle les unités «d'élite» zaïroises occupèrent l'aéroport de Kolwezi. De fait, elles ne s'en assurèrent pas réellement le contrôle ; alors que les Français préféraient larguer des parachutistes plutôt qu'atterrir, les Belges, eux, commencèrent leur opération en «libérant» l'aéroport, s'attirant la colère de Mobutu qui voyait ainsi bafouer son «spectaculaire» fait d'armes.

Avec près de 45 000 hommes et 20 000 gendarmes, l'armée zaïroise est cependant une des plus grosses d'Afrique. Mais son inefficacité est à l'image du régime qui, depuis un an, a vu s'accroître sa décomposition, encourageant une véritable curée de différents impérialismes — dont l'intervention même a nourri cette décomposition — réprimant avec une violence renouvelée, les masses.

Par Grégoire CARRAT

L'Année 1973 avait été marquée par un tournant dans la politique zaïroise, avec l'affirmation d'une politique étrangère autonome, et le début des mesures de «zaïrianisation» de l'économie. 1974 verra l'extension de ces mesures, ainsi que la «radicalisation» avec la prise en main par l'État zaïrois, des secteurs les plus importants de la production et de la distribution. Mais ceci va être remis en cause fin 76, avec la décision, sous le poids des difficultés économiques, de remettre 60 % des biens à leurs anciens propriétaires.

LA LOGIQUE DU RÉGIME MOBUTU

Cette décision est dans la logique du régime Mobutu qui, s'il a effectué à un moment, certaines tentatives favorables à la consolidation de l'indépendance, a finalement maintenu des choix de développement qui laissent une large place à l'intervention des sociétés étrangères dans les secteurs clés et qui figeaient le pays dans la dépendance à l'égard des cours du cuivre. L'accumulation des dettes a atteint un point tel que dès 1975, le Zaïre ne pouvait plus rembourser. C'était la porte ouverte à un contrôle croissant des organismes financiers internationaux sur l'économie zaïroise, à un accroissement vertigineux de l'inflation, et au développement de la corruption, profitant particulièrement à des couches de la bourgeoisie, installées dans l'appareil d'État.

Avec l'intensification des interventions impérialistes dans les affaires du Zaïre, depuis la première guerre du Shaba, commencée en mars 77, cette situation n'a cessé d'empirer.

LE «PLAN MOBUTU» ET LA TUTELLE FINANCIÈRE

Les pays occidentaux ont fourni d'énormes sommes au Zaïre, après la première guerre du Shaba. La dette du Zaïre est aujourd'hui estimée à plus de deux milliards de dollars — trois, disent des mouvements opposés à Mobutu, et pas seulement le FLNC — 20 % du revenu national doivent être prélevés pour le service de la dette. En fait, des pays occidentaux ont laissé celle-ci enfler en permettant au Zaïre de prendre un retard de 100 millions de dollars sur ses rem-

boursements. En septembre 1977, 85 % de la dette a été consolidée, les délais de remboursement ont été allongés. Le plan prévu dès 1976 par plusieurs pays, dont les États-Unis et ceux de la CEE, pour «la reconstruction de l'économie zaïroise» a été remis d'urgence à l'ordre du jour. En février 1978, Mobutu a fait un tour d'Europe pour que les modalités d'un «Plan Marshall» pour le Zaïre, nommé depuis «Plan Mobutu», soient fixées.

Les dix principaux investisseurs ont accepté de fournir un prêt de 250 millions de dollars, afin de financer les investissements prévus, notamment un nouveau système d'évacuation du cuivre par eau et la mise en valeur de mines autres que celles du cuivre ! Le «plan Mobutu» a également des investissements agricoles : la disette menace dans certaines régions et le Zaïre, pays à 85 % agricole, importe — en fraude — de la viande rhodésienne (30 % des

LA CURÉE IMPÉRIALISTE ET LA DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE MOBUTU

recettes sont utilisées pour importer des biens alimentaires).

A la faveur de ce plan, les pays occidentaux ont imposé au Zaïre une véritable tutelle financière. La Banque centrale du Zaïre a été ainsi confiée à un expert du Fonds Monétaire International. Et Mobutu, dans un discours prononcé le 25 novembre 1977, a défini les grandes lignes de son plan, à l'usage des investisseurs étrangers : toutes les entreprises sont «dézaïrianisées» (1) à 100 % pour 5 ans. Les investisseurs étrangers sont invités à revenir, Mobutu leur assurant leur «juste profit». Les sociétés étrangères reviennent en force avec la suppression du monopole d'État sur les transports fluviaux, très utilisés pour le cuivre par exemple, et dont l'aménagement est un objet essentiel du «Plan Mobutu» ; sur Air Zaïre... les actions de l'État sont restituées à la MIBA, société belge qui exploite le diamant au Kasai.

INGA, NORD SHABA : LES CONCESSIONS COMME SI UN QUART DE LA FRANCE ÉTAIT ABANDONNÉ A L'ÉTRANGER !

Le site d'Inga — où est construit l'un des plus gros barrages du monde — a été déclaré «zone franche» pour les investisseurs étrangers. Dans le Nord-Shaba, la société allemande OTRAG se voit offrir, en échange de 250 millions de francs de location annuelle, un territoire équivalent au quart de la France, pour y effectuer des essais de fusées jusqu'en l'an 2 000.

Le Zaïre doit, à la demande de la société, évacuer la population. Les agents de la société, qui ne paient pas d'impôts, jouissent de l'extra-territorialité : ils peuvent ce qu'ils veulent dans cette zone. Outre la menace que fait peser cette base de fusées au cœur de l'Afrique, cette transaction est quasiment

un retour au régime des concessions.

LES «RÉFORMES» DE MOBUTU LES PURGES

Si les investisseurs étrangers ont saisi l'occasion de reprendre en mains les transports et les mines, ils sont cependant beaucoup plus circonspects pour les autres activités : les entreprises, même «dézaïrianisées» ne tournent qu'à 30-40 % de leur capacité, quand le Zaïre manque de tout et du nécessaire. C'est qu'ils n'ont qu'une confiance limitée dans le régime et aucune confiance dans les «réformes» de Mobutu qui justement en laissant la porte ouverte à la pénétration impérialiste, est incapable de répondre aux problèmes économiques du pays et se trouve confronté à un mécontentement croissant des masses.

«On estime à Washington qu'un changement radical de politique est nécessaire à Kinshasa et que, plus celui-ci tardera, plus il sera difficile à réaliser» écrivait en février dernier *La Libre Belgique*. C'est bien pour prévenir ce «changement radical», pour prévenir sa chute que Mobutu s'est lancé, après l'affaire du Shaba l'an dernier, dans une série de purges au sein de son propre entourage, en même temps qu'il présentait ces purges comme des «réformes» susceptibles d'améliorer le sort du pays, ceci dans le vain espoir de duper les masses.

En août 1977, l'ancien gouverneur du Shaba et un colonel de la garnison de cette province ont été condamnés à mort ; l'armée a été épurée. Puis ce fut le tour de l'administration. Le 13 septembre, Nguza Karl Bond était condamné à mort pour haute trahison. Cet ancien ministre des Affaires étrangères, présenté par certains occidentaux comme l'homme politique le plus compétent, était un remplaçant possi-

ble, dangereux pour Mobutu. Il sera toutefois grâcié. Le gouverneur de la Banque centrale, le ministre de la Justice ont été révoqués en même temps qu'un grand nombre de leurs collaborateurs. Ces grandes purges ont été accompagnées de toute une série de réformes ; celles qui ont fait l'objet d'une plus grande propagande sont la réforme constitutionnelle, la réorganisation du parti de Mobutu, la tenue d'élections. Le résultat le plus visible est le rétablissement du poste de premier ministre attribué à Mpinga, qui a conçu tous les grands projets de Mobutu, et qui est considéré comme un «homme de confiance».

Ces réformes n'ont pas empêché le développement de plusieurs mouvements populaires. Elles n'ont pas ralenti non plus la décomposition du régime. A la mi-février, un coup d'État a été déjoué. 67 officiers et 24 civils ont été jugés. 13 d'entre eux ont été exécutés, avec une grande publicité. Puis l'armée a été une nouvelle fois épurée. Le MARC, un des mouvements d'opposition, affirme que jusqu'aux deux tiers des officiers ont alors été arrêtés sur ordre de Mobutu. Même si certains doutes subsistent sur la réalité du «complot», il reste que Mobutu ne se trouvait pas du tout rassuré au sein de sa propre armée et vis-à-vis de son propre état-major.

Le régime de Mobutu, en permettant la curée impérialiste dans son pays, n'a pas pu garantir sa propre stabilité. Et la démagogie qu'il a déployée n'était pas non plus en mesure de ralentir l'expression du mécontentement des masses qui, comme nous le verrons demain, a pris de l'ampleur au cours de l'année écoulée.

(1) La «zaïrianisation» engagée en 74 signifiait une volonté de placer sous le contrôle de l'État zaïrois les entreprises jusque-là contrôlées par l'étranger.

Le Shaba, «poumon» du Zaïre

Le Shaba est considéré actuellement comme le poumon de l'économie zaïroise. Toute désorganisation prolongée de la production dans cette province peut avoir des conséquences catastrophiques pour l'économie zaïroise, compte tenu de son schéma de développement, et aboutir à l'effondrement du régime de Mobutu.

UN ENJEU STRATÉGIQUE

Le cuivre et le cobalt procurent, à eux seuls, 70% des recettes à l'exportation et 50% de la totalité des revenus du gouvernement de Kinshasa. Or, l'exploitation de ces minerais est concentrée au Shaba, où elle s'opère pour plus de la moitié dans des carrières à ciel ouvert, condition particulièrement favorable.

L'intensité des appétits impérialistes vis-à-vis de cette région, se comprend aisément si l'on songe que le Zaïre est le sixième producteur mondial de cuivre et le troisième exportateur, avec 500 000 tonnes en 77 dont 470 000 extraites par la Gécamines, dans le Shaba. Elle se comprend très bien aussi lorsqu'on sait que 65% de la production mondiale de cobalt sont extraits également pour les superalliages des avions et des fusées, et donc par la Gécamines. Ce métal, utilisé notamment pour les superalliages des avions et des fusées, et donc d'importance vitale pour les industries de pointe des puissances occidentales, provient à 75%, en ce qui concerne les États-Unis, du Shaba, région qui abrite à elle seule la moitié des réserves mondiales, actuellement évaluées, de ce précieux minéral. Tout cela, sans compter d'autres ressources minières importantes tel que le diamant industriel, dont le Zaïre est le premier producteur mondial.

L'économie zaïroise est aujourd'hui étroitement dépendante du cours du cuivre sur le marché mondial, alors que la convention de Lomé (signée en 1965, entre les pays africains, les pays caribbes et la CEE) n'a toujours pas intégré le cuivre à la liste des produits dont les recettes d'exportation sont garanties pour les pays producteurs. La chute des cours du cuivre depuis 74, a entraîné ainsi une perte massive de devises pour le Zaïre, ce qui l'a amené par compensation à produire davantage, d'où une nouvelle chute des cours liée à l'abondance de cuivre sur le marché.

UN MOYEN DE PRESSION

Par le biais de la production du Shaba, la Belgique a encore les moyens de peser lourdement sur la situation du Zaïre. La Gécamines est encore gérée par une société minière belge à laquelle elle est liée pour 25 ans, tandis que les postes-clés de l'encadrement technique étaient encore, jusqu'au déclenchement de la deuxième guerre du Shaba, occupés par des Européens, et particulièrement des Belges. Ce n'est sans doute pas par hasard que le gouvernement belge a fixé comme objectif unique à son intervention, l'évacuation de ses ressortissants, c'est en effet un moyen par lequel il peut mettre en cause l'exploitation des mines du Shaba, et par là peser sur le régime de Mobutu, dont il souhaite — position en contradiction ouverte avec celle du gouvernement français — la chute.

Il y a là entre la position belge et celle du FLNC un point de convergence. Le FLNC, qui a peut-être endommagé les installations minières, espère lui aussi, en entravant la production du Shaba, peser de façon décisive sur l'économie zaïroise et favoriser par là la chute de Mobutu.

Rhodésie : les racistes massacrent

C'est un de leurs crimes les plus odieux que les troupes du régime de Smith ont commis le 14 mai. Intervenant dans la localité de Gutu, alors que les guerilleros du Front Patriotique s'adressaient à une assemblée générale des habitants, ils ont sauvagement tiré dans la foule. Le bilan officiel des victimes est de 52 morts, il serait en fait de 105. Alors que le Front Patriotique contrôle politiquement toutes les zones rurales et que la politique raciste de regroupement des paysans dans des «villages protégés», véritables camps de concentration, a échoué, il ne reste plus aux troupes de Smith qu'à pratiquer une politique de terreur systématique contre les liens profonds qui unissent les masses aux combattants du Front Patriotique du Zimbabwe. Les racistes ne pénètrent plus dans ces zones qu'en convois militaires et n'y passent pas la nuit. Toute l'administration est déjà prise en main par les patriotes, ainsi que la santé, la justice et l'enseignement. La sauvage agression des hommes de

Smith contre les villageois montre bien la faillite du prétendu «réglement interne». C'est dans ces conditions que les ministre fanfuches prétendent promouvoir un cessez-le-feu et tendre la main aux guerilleros !

Un porte-parole du Front Patriotique à Lusaka a déclaré que cette campagne de terreur était la seule réponse du régime aux lourdes pertes qu'il a essuyées dans les combats avec les guerilleros du Front : «Le massacre du 14 mai fait partie de cette campagne sanglante et meurtrière contre des femmes et des enfants innocents ainsi que des hommes sans armes».

A Maputo, les forces armées du Front Patriotique du Zimbabwe ont publié un bilan de leurs victoires de janvier à avril. Elles ont battu plus de mille soldats racistes, abattu dix avions ennemis et détruit 70 véhicules militaires au cours de 270 attaques. Des milliers de paysans du Zimbabwe ont été libérés des camps de concentration.

Brzezinski à Pékin

Brzezinski, conseiller du président US Carter, s'est rendu en visite officielle en Chine la semaine dernière. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères Houang Houa, le vice-président Teng Hsiao-ping et le président Houa Kouo-feng. Le ministre des Affaires étrangères chinois a notamment déclaré à cette occasion que les relations entre la Chine et les USA pourraient s'améliorer, à condition que soient appliquées les clauses du communiqué de Changhaï. Ce communiqué, signé au cours du voyage de Nixon en 1972, prévoyait les conditions de la coexistence pacifique entre les deux pays et d'une normalisation de leurs relations. En particulier, il prévoyait la reconnaissance par les USA de l'unité de la République populaire de Chine, ce qui implique l'évacuation de Taïwan par les troupes américaines. Le

ministre chinois a affirmé, en faisant allusion au communiqué de Changhaï : «Si ses principes sont appliqués sérieusement, les relations entre les deux pays seront toujours en amélioration. Voilà notre position conséquente et également, nous en sommes sûrs, les vœux communs des peuples chinois et américain.»

De son côté, Brzezinski a déclaré : «Le président des États-Unis souhaite des relations amicales avec une Chine puissante. Il est déterminé à vous joindre pour surmonter les obstacles restant dans la voie de la normalisation totale de nos relations dans le cadre du communiqué de Changhaï.» Sans qu'on puisse en voir bien entendu les résultats concrets, la visite de Brzezinski semble marquer un progrès dans la voie de cette normalisation, contrairement à la visite de Vance l'année dernière.

MADAGASCAR : CONFÉRENCE DES PAYS ET PARTIS PROGRESSISTES AFRICAINS

La 5^e conférence des pays et partis progressistes africains s'est tenue la semaine dernière à Madagascar. Elle réunissait l'Algérie, la Libye, le Bénin, le Congo, la Guinée, la Guinée-Bissau, l'Angola, le Mozambique, Sao Tome et Principe, le Cap Vert, les Seychelles et la Tanzanie. Des délégués de l'OLP, du Front Polisario, du Front Patriotique du Zimbabwe

et du Mouvement militant mauricien y participaient.

La conférence a pris position pour le retrait de toutes les troupes françaises d'Afrique et pour l'instauration d'une zone de paix dans l'Océan Indien à l'abri des ingérences des grandes puissances. Elle a affirmé son soutien à la lutte du peuple sahraoui et à la lutte des peuples d'Afrique australe.

SHABA : LES PARAS FRANÇAIS FONT LA CHASSE AUX AFRICAINS

«Ils tirent sur tout ce qui bouge»

«Je ne veux pas prendre une mentalité d'assiégé... Je veux m'aérer», avait déclaré le colonel Erulin après avoir repris le contrôle de Kolwezi. Sous prétexte de surveiller les abords de Kolwezi, ou de retrouver de supposés otages, les paras français vont ratisser la région du Shaba. Ils envisagent dans les jours à venir de «nettoyer» également la ville de Mutshasha (alors qu'aucun ressortissant étranger ne s'y trouve). Mercredi matin, une rumeur parfaitement incontrôlée faisait état d'«otages» français emmenés en Angola en passant par la Zambie. Si le prétexte de «sauver des Français» amenait les paras français à la frontière angolaise, près des bases du FNLC, le risque d'une internationalisation du conflit et d'une intervention soviéto-cubaine se trouverait accru.

A Kolwezi et dans la région, c'est à une véritable chasse à l'Africain que se livrent les légion-



Les paras français en action : une certaine façon de se renseigner... !

naires avec les méthodes racistes et barbares d'une soldatesque coloniale. Le mythe d'une intervention limitée et «propre» n'est plus crédible. Pour les légionnaires, tout Noir est un ennemi potentiel. La

presse qui faisait état de l'indiscipline et des attaques contre des civils européens de la part des rebelles est bien discrète sur les crimes des légionnaires aujourd'hui. Un journaliste belge du *Soir* rapporte : «Ils

tirent sur tout ce qui bouge. Ils ont tué des innocents. Pour eux, les Noirs ne comptent pas. Ils ont assassiné aussi quatre Belges. Un Yougoslave aussi a été abattu sans raison à côté de sa voiture».

Paris : Cinquième conférence franco-africaine

UNE FORCE D'INTERVENTION AFRICAINNE OU NÉO - COLONIALE ?

La cinquième conférence franco-africaine, en pleine guerre du Shaba, a été principalement consacrée au thème de la «sécurité de l'Afrique». L'arrivée spectaculaire, mardi, de Mobutu en tenue léopard, la mettait à l'ordre du jour, si besoin était. Alors que les premières conférences étaient destinées avant tout à discuter des relations économiques franco-africaines, c'est incontestablement les questions militaires qui ont dominé cette conférence. Ainsi, Giscard a pu minimiser les contradictions qui opposent les pays africains à l'impérialisme français sur les questions de «coopération». Il s'est contenté comme chaque année, de quelques «gestes» qu'il a choisis de rendre publics le jour de la conférence : contribution exceptionnelle pour les pays victimes de la sécheresse (démarche «charitable» isolant les pays «les plus défavorisés») et augmentation de la contribution à la construction des barrages prévus par l'OMVS (Organisation de Mise en Valeur de la Vallée du Sénégal). En fait, cette contribution est destinée à couvrir l'inflation du prix du ciment et des travaux

qui a considérablement augmenté le prix du projet par rapport au devis initial. A part cela, Giscard a prodigué les habituelles promesses sur le soutien de la France aux revendications du Tiers Monde dans les instances européennes et internationales. En faisant le forcing pour proposer sa «force d'intervention africaine», c'est-à-dire un pacte militaire mettant en œuvre des contingents de différents pays africains sous direction française, Giscard profitait du fait qu'une «force de sécurité» apparaît à certains régimes africains comme une nécessité urgente pour répondre à l'intervention au Zaïre inspirée par le social-impérialisme. Les déclarations de certains chefs d'États laissent apparaître un accord qui pourrait déboucher sur la mise sur pied rapide de cette force et son envoi au Zaïre pour remplacer les paras français.

Le président gabonais Bongo, qui, de plus parlait en tant que président en exercice de l'OUA a abondé dans ce sens : «Ce problème de sécurité devient absolument essentiel. Nous devons sans tarder

nous attacher à le résoudre et ce devrait être le plus important et le plus immédiat de nos objectifs». Pour le président du Togo, Eyadema, il faut «essayer d'aller au secours d'un frère non seulement membre de l'OUA, mais membre de la conférence franco-africaine. Chacun donnera selon ses moyens. Nous avons bien sûr besoin de la technique de l'armée française».

Ce que veut Giscard, c'est une force qui soit encadrée par l'armée impérialiste française, qui lui permette de légitimer et d'africaniser sa politique d'intervention et de renforcer sa présence en Afrique. Il est certain que tous les chefs d'États africains qui l'acceptent n'en ont pas la même conception. Ils peuvent avancer aussi, comme Eyadema, l'illusion que l'aide française serait «technique». Si effectivement cette force intervient au Zaïre, tous les gouvernements africains seront-ils d'accord pour qu'elle reste au Zaïre à seule fin de sauver Mobutu non seulement des rebelles katangais, mais aussi des mouvements populaires zaïrois ? Une telle force pourrait-elle être envoyée

au Tchad ou au Sahara ? Les gouvernements du Mali, et du Niger, par exemple, n'assimilent pas la lutte du Front Polisario à la guerre du Shaba, comme l'impérialisme français le fait. Donc si Giscard remporte une victoire facile en obtenant un accord de principe et une mise sur pied de cette force pour intervenir au Zaïre, les problèmes ne manqueront pas s'il s'agit de l'institutionnaliser. De plus, les communiqués officiels mentent en disant que tous les États présents acceptent la force d'intervention : un certain nombre d'entre eux sont également présents à la «conférence des pays et partis progressistes de Madagascar». Cette conférence a pris parti contre l'intervention française au Sahara... On voit que le projet de pacte néo-colonial de Giscard, même s'il remporte un succès passager est condamné à terme. Il ne peut apparaître comme la force dont l'Afrique a effectivement besoin pour arbitrer ses conflits et s'opposer à toutes les interventions extérieures.

Jean-Pierre
CHAMPAGNY

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 24 mai

TF 1

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Kakemono hotel. Film TV d'après le roman de Jean Cayrol. Avec C. Denner, M. Dubois. Une femme vend sa maison en voyage à son neveu.
 22 h 00 - Titre courant
 22 h 10 - La part de vérité. A. Peyrefitte.
 23 h 30 - Journal

A 2

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Septième avenue
 21 h 25 - Question de temps. Non à l'apocalypse. Emission consacrée au désarmement. Reportage sur l'armement des États-Unis et l'URSS, sur l'armement nucléaire, sur les sous-marins et les satellites d'observation.
 22 h 25 - Festival de Cannes
 22 h 40 - Journal

FR 3

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Assassinat à Sarajev. Film Yougoslave de V. Bulajic (1975), avec C. Plummer, F. Bolkan. Reconstitution historique de l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand.
 21 h 50 - Journal
 22 h 05 - Ciné regards
 22 h 35 - Fin

Jeudi 25 mai

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
 18 h 25 - Pour les jeunes
 18 h 55 - Le village englouti
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Ce diable d'homme. 4. les orages de Prusse (1749 - 1755)
 21 h 25 - L'événement
 22 h 35 - Ciné première
 23 h 05 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Formations politiques, Majorité : Le CNIPR
 20 h 00 - Journal
 20 h 50 - Le grand Echiquier, Printemps 78 : ceux de trente ans
 23 h 35 - Journal

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Hommage à Roberto Rossellini
 22 h 00 - Le soleil noir, film français de Denys de la Patellière, avec Michèle Mercier, Valentina Cortese, Jean Topart.
 23 h 30 - Journal

Palestine vit et résiste

فلسطين تقاتل وتعيش

1948



1978

Avec le Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne

(Chants, danses, poèmes, artisanat, spécialités palestiniennes) et le Dr Fathi Arafat, président du Croissant rouge palestinien

Dimanche 28 mai de 14 à 19H
 Mutualité 24, rue St Victor, Paris 5e (Mo Maubert Mutualité)

Union générale des étudiants de Palestine
 Association Médicale Franco-Palestinienne

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale qui ouvrait l'ère de libération de tous les peuples opprimés, le peuple palestinien s'est vu imposer un nouveau joug colonial, parmi les plus implacables.

En 1948, l'installation de l'entité sioniste d'Israël sur la patrie palestinienne a dépossédé le peuple palestinien de son identité nationale en ne lui laissant d'autre choix que l'exode, l'occupation militaire ou les massacres.

Bien que fondé et maintenu par le terrorisme d'Etat, par des guerres successives dans la région et le soutien actif de l'impérialisme, Israël n'a pas pu détruire ni vaincre le peuple palestinien. Au contraire, face à ce complot impérialiste, celui-ci n'a cessé de renforcer sa conscience nationale, de développer ses organisations de masse, d'enrichir son patrimoine culturel.

Son existence s'affirme au monde par sa lutte armée et politique. C'est cette lutte qui frappe de plein fouet le 30^e anniversaire de l'Israël sioniste et raciste.

C'est cette lutte qui permet aujourd'hui au Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne de venir à Paris nous apporter le témoignage de la vie bien réelle du peuple palestinien.

Venez nombreux applaudir les artistes palestiniens. C'est un combat important pour le peuple et pour nous.

Et l'acier fut trempé

135^e épisode

Les cheminots ayant appris la mort de Lénine, de toute part les sifflets de locomotive hurlent la gravité de cette nouvelle... Les yeux gonflés de larmes, des centaines d'hommes écoutent le secrétaire du comité régional du parti...

On n'entendait dans la salle ni le brouhaha, ni les conversations habituelles. Une profonde tristesse assourdissait les voix, on chuchotait, et bien des yeux ne reflétaient qu'une affliction inquiète. On eût dit l'équipage d'un navire qui, ayant perdu son pilote expérimenté, aurait été emporté en pleine mer par la tempête.

Sans bruit, les membres du bureau prirent place au présidium. Le vigoureux Sirotenko souleva doucement la clochette, l'agita à peine et la reposa sur la table. Cela suffit pour qu'un silence pesant s'empare progressivement de toute la salle.

Aussitôt après le rapport, Sirotenko, secrétaire du collectif, se leva de son siège. Ce qu'il dit ne surprit personne, bien que ce fût inhabituel à une réunion de deuil. Voici quelles furent ses paroles :

— Un certain nombre d'ouvriers demandent à l'assemblée d'examiner leur requête, signée de trente-sept noms.

Et il lut :

An collectif cheminot du Parti Communiste bolchévique de la gare de Chépétovka, réseau du Sud-Ouest.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

La mort de notre guide nous appelle dans les rangs des bolchéviques, et nous vous demandons d'examiner nos candidatures à la présente réunion et de nous admettre dans le Parti de Lénine.

Suivait une liste de signatures, sur deux colonnes. Sirotenko en donna lecture, s'arrêtant chaque fois quelques secondes, pour que tous les présents puissent se rappeler les noms, familiers des signataires.

— Polentovski, Stanislas, mécanicien de locomotive, trente-six ans de service.

Une houle d'approbation parcourut la salle.
 — Kortchaguine Artem, mécanicien de locomotive, vingt et un ans de service.

La houle s'enflait, tandis que le secrétaire continuait son énumération et la salle écoutait les noms des meilleurs représentants de la confrérie du fer et du mazout.

Un silence total s'établit lorsque le premier des signataires s'approcha de la table.

Le vieux Polentovski ne pouvait maîtriser son émotion en contant l'histoire de sa vie.

— ...que dire encore, camarades ? L'existence de l'ouvrier, autrefois, vous savez ce qu'elle était. Il vivait comme un esclave et il finissait dans la misère. Faut avouer qu'au moment de la révolution, je me voyais trop vieux. La famille pesait lourd sur mes épaules, et j'ai manqué le chemin du Parti. Si je n'ai jamais aidé l'ennemi au moment de la bagarre, j'ai rarement combattu

moi-même. En 1905, dans les ateliers de Varsovie, j'étais du comité de grève et j'ai marché avec les bolchéviques. J'étais jeune et bouillant à l'époque. A quoi bon évoquer le passé ! La mort de Lénine m'a frappé en plein cœur, nous avons perdu pour toujours notre ami, qui a tant fait pour nous, et je n'ai plus à me dire que je suis vieux !... D'autres parleront mieux que moi, c'est pas ma partie. Mais je veux répéter une chose : mon chemin, c'est celui des bolchéviques, et ça ne peut pas être autrement.

La tête blanche du mécanicien se redressa, obstinée, et, sous les sourcils blancs, son regard fixa l'assistance, ferme, inflexible, dans l'attente de sa décision.

Pas une main ne se leva pour écarter cet homme de petite taille, aux cheveux blanchis, et personne ne s'abstint au moment du vote, lorsque le bureau demanda aux sans-parti de se prononcer.

Ce fut le communiste Polentovski qui s'éloigna de la table.

Chacun des présents dans la salle comprenait qu'il se passait quelque chose d'exceptionnel.

A la place du mécanicien surgit la silhouette herculéenne d'Artem. L'ajusteur ne savait que faire de ses grandes mains, qui serraient son bonnet à oreillettes. Sa courte pelisse en peau de mouton, élimée sur les bords, n'était pas bouffonnée, et le col de sa vareuse militaire grise, soigneusement fermé par deux boutons de cuivre, lui donnait un air solennel. Artem tourna la tête vers la salle et reconnut un visage féminin qu'il connaissait bien : celui de Galina, la fille du tailleur de pierres, assise parmi ses camarades de l'atelier de couture. Elle lui adressa un sourire qui le pardonnait, qui l'approuvait et qui contenait encore, au coin des lèvres, autre chose d'inexprimé.

(à suivre)

Mai-Juin 68, c'était hier

Sochaux

L'EMPIRE PEUGEOT EST EBRANLÉ

Par Frédéric CORDIER

«On ne travaille pas aujourd'hui. Il y a grève ; on rentre chez soi». Voilà comment se firent accueillir, à la descente du car, les ouvriers de Peugeot, ce lundi 20 mai, eux qui, ce jour-là encore, avaient préparé la musette pour le casse-croûte du soir.

«C'est la grève ? Ah bon». C'est ainsi, sans être vraiment surpris, mais sans exprimer ouvertement une grande détermination qu'en fin de compte, les 25 000 travailleurs apprirent qu'ils étaient, eux aussi, entrés dans la grève de mai 68.

Pourtant, après ce démarrage plutôt tardif, la grève à Peugeot pendant les trois semaines qu'elle durera, va entraîner une rapide transformation de la conscience ouvrière, et débouchera, enfin sur une journée d'affrontements ouvriers contre les CRS, les plus importants, les plus rudes de cette période.

Autant de points qui font qu'aujourd'hui, la grève chez Peugeot Sochaux représente un jalon important du Mai 68 ouvrier.

Pendant tout un temps, le mouvement de Mai, pour nombre d'ouvriers de chez Peugeot a été à travers la radio, les étudiants, Paris, la castagne. Ici, à Sochaux-Montbéliard, on se sent loin de cela.

Ici, on travaille encore. Le mouvement national de grève, on ne le connaît guère : l'usine domine la vie de toute la communauté urbaine qui regroupe 170 000 habitants sur un rayon de quelques kilomètres.

L'EMPIRE PEUGEOT

En dehors de l'usine de Sochaux, les seules entreprises qui dépassent le millier de salariés, ce sont d'autres usines du groupe Peugeot. Et dans toutes les communes du district, autour de Sochaux, les cités ont poussé, principalement construites par une société de HLM financée par Peugeot : des milliers d'appartements pour accueillir tous les jeunes ouvriers qui ont voulu, en s'embauchant à l'usine, changer de vie et entrer dans le monde moderne. Dans ces grands ensembles, sur 10 habitants, 7 sont ouvriers dont 6 chez Peugeot.

nombreuses fermetures de petites scieries ou filatures.

Ce n'est que progressivement, et de façon inégale que ces nouveaux arrivants d'origine paysanne ou ouvrière s'intègrent à leurs camarades. Et ils sont nombreux : en moins de 15 ans, l'usine passe de 11 000 salariés (moins qu'avant la guerre) à 25 000.

Et puis, tous les moyens sont bons pour inculquer «l'esprit Peugeot». Le vieux paternalisme est en déclin, mais il est remplacé par un argument de poids : la paye nettement supérieure aux très bas salaires de la région : «Pour certains, en entrant dans la boîte, ils se sentaient un peu le gratin des profos : ils pouvaient montrer leur paye, leurs primes». Mieux encore : la bagnole. «S'ils étaient attirés ce n'est pas tellement parce que Peugeot c'était la bonne boîte. C'est parce que là, ils pouvaient se payer la bagnole».

Bien sûr, cela n'empêchera pas pour autant des luttes de se développer. Mais les ouvriers restent sur des échecs. Des luttes, il y en a eu, plusieurs au

frappé un gros coup : 2 jours à pied pour tous ceux qui débrayaient. Au bout de quelques jours, c'était fini. Cet échec, en 68, pèse encore très lourd.

LE DÉCLENCHÉMENT DE LA GREVE

Pourtant, dans les ateliers, la grève nationale commence à se faire sentir : les stocks baissent. «Tu vas voir, le patron va nous foutre à la porte, il n'a bientôt plus de pièces». «On ne va tout de même pas attendre ça pour se mettre en grève !»

Et puis, tout de suite, les syndicats se sont décidés à préparer la grève à leur manière. Le jeudi 16, la CGT (syndicat majoritaire) se réunit pour décider que le lundi matin, à la reprise, on empêcherait les gars d'entrer, on proposerait la grève générale avec occupation, puisque c'est ce qui se faisait un peu partout. Avec la CFDT et FO, elle désigne des responsables pour constituer un comité central de grève, ce qui se fait pendant le week-end.

Et le lundi matin, tout rentre en application : à leur arrivée, les ouvriers du matin sont informés que la grève commence, avec occupation. On les réunit en meeting, on leur propose le comité central de grève. Ils votent. Approuvé.

La mise en place de l'occupation, c'est en peu la fête : ceux qui ont connu 36 en ont les larmes aux yeux : «Ça y est, c'est le pouvoir des travailleurs !» Les jeunes commencent à se sentir à l'aise ; la boîte, ça devient leur affaire. Pour beaucoup de nouveaux ouvriers, les vieilles mentalités sont ébranlées.

LE COMITÉ DE GREVE ORGANISE LA LUTTE

Des inscriptions sont prises pour les piquets de grèves à toutes les portières. Chaque jour, ils font une réunion d'information, où ils distribuent les tâches : «Demain matin, il faudra tant de gars à tel piquet, tant d'autres à tel endroit...» Il organise les cantines, la bouffe et un certain nombre de choses pratiques. Pas de débat, le comité de grève ne rend pas compte de ce qu'il fait.

Et puis, au cours de la grève quelques meetings annoncés par haut-parleur dans les communes environnantes. Les délégués montaient sur des voitures, ils faisaient le point sur la lutte, informaient que la direction versait des acomptes à l'Hôtel de Ville de Sochaux ; ils demandaient d'être nombreux ; et puis surtout, chaque fois pour finir : «Adhérez à la CGT, adhérez à la CFDT». Voilà ce qu'en retirent un certain nombre de travailleurs venus pour la circonstance.

L'HÉGÉMONIE DU PCF REMISE EN CAUSE

En effet, devant cette routine qui se met en place, certains grévistes, enthousiastes au début, espacent leur présence. Les piquets se font moins nombreux.



D'un autre côté, des frictions se font jour entre le comité central de grève et un certain nombre de grévistes. Ainsi Guy : «Nous étions une bande de gars que les pontes des syndicats n'aimaient pas trop voir. On sentait bien que s'ils avaient pu se passer de nous, ils l'auraient fait. Avec les délégués de base, les syndicalistes qui étaient aux portières, cela allait encore. Mais les pontes, surtout ceux de la CGT, chaque fois qu'on voulait faire quelque chose, renforcer l'occupation, ils nous attaquaient : «Cartes sur table, t'es un maoïste ! Cartes sur table, t'es un trotskyste !» Alors finalement, nous nous occupions plutôt d'aller dans les petites usines des alentours, et de mettre les ouvriers en grève».

Mais, peu à peu, les contradictions se développent. C'est à la réunion d'informations qu'elles apparaissent. Là, chaque soir, dans une immense salle, sur une tribune, siège le comité central de grève, composé des représentants CGT-CFDT et FO. Parmi eux, c'est la CGT qui dirige de fait, les autres font plutôt acte de présence.

Au bout d'une semaine, commencent à fuser d'en bas les interpellations, les questions, les mises en cause. La tribune fait face. Le lendemain, cela repart de plus belle. Si bien qu'au bout

de quelques jours, cette réunion d'informations est transformée en forum. Et c'est le nom qui lui restera désormais.

Cette contestation se développe à un point tel, qu'un jour à bout d'arguments, les responsables de la tribune interpellent un délégué dans le bas : «On voudrait bien t'y voir. T'as qu'à animer le forum demain soir». C'est ainsi que le lendemain soir, siège à la tribune une équipe de grévistes, jeunes pour la plupart. Et, malgré le chahut des militants du PC, c'est sur la révolution que porte ce jour là le débat.

Un autre jour, c'est sur la question des laissez-passer que les responsables du comité central de grève sont attaqués : dans l'après-midi, des directeurs se sont présentés à la permanence, chacun demandait 20 ou 30 laissez-passer pour faire effectuer dans son service des contrôles de sécurité. Et de faire la queue pendant que les responsables en question s'exécutaient. «Alertés les copains se dépêchent d'y aller pour engueuler les gars du comité de grève et prendre à partie les patrons». Le soir, l'affaire fit du bruit, les responsables se firent copieusement insulter.

DEMAIN LA BATAILLE CONTRE LES CRS

Les forums : démocratie ouvrière et contestation du PCF

«Le forum, c'était plus qu'une erreur ; c'était une faute grave. Au nom de la démocratie ouvrière, on est tombé dans l'anarchisme... Pratiquement toute la grève fut dirigée par ce forum ni élu, ni représentatif. Il y avait bien les dirigeants des syndicats, mais tout le monde pouvait y participer à titre individuel. Chacun pouvait intervenir dans des débats souvent interminables à l'issue desquels les décisions quand on en prenait, n'engageaient personne».

C'est dans ces termes que M. Paganelli, secrétaire fédéral du PCF condamne l'expérience des forums ; condamnation doublement révélatrice, car si elle montre bien la conception qu'a le PCF de la démocratie, elle est aussi l'aveu de sa difficulté croissante à maintenir son contrôle sur la grève de 68.

Chaque soir, pour le forum, les ouvriers se pressaient par centaines, les places étaient prises une heure à l'avance ; un tour de rôle s'instaurera progressivement aux piquets de grève pour que tous puissent participer aux débats au cours desquels des travailleurs affrontaient les responsables du PCF.

Par ce forum furent introduites les discussions sur l'actualité, sur les événements en France que le Comité de grève se gardait bien d'aborder, tel le départ de Barjonnet de la CGT ; sur les questions de stratégie syndicale («Pourquoi être-vous contre les 40 heures tout de suite ?»).

Lieu de débat direct, le forum était aussi un lieu de décisions : c'est là que se discutaient et se tranchaient les propositions sur le développement de la lutte ; organiser, avec les camions de l'usine des navettes sur les tournées de ramassage des ouvriers, pour rompre leur isolement et leur permettre de participer à la lutte ; aller faire une occupation de la sous-préfecture...

C'est enfin là que le PCF, qui dirigeait la lutte, se fit interpellé, et parfois condamné, sur ses initiatives, telle celle qui consistait à laisser largement entrer dans l'usine des hommes de la direction. C'était, quoi qu'il en dise, une véritable responsabilité, publique, devant les grévistes, qui lui était imposée.

Débat politique, lieu de décisions sur la conduite de la grève. Il y avait dans ce forum des éléments de démocratie ouvrière, à travers quoi ont pu se faire jour, plus nettement, des lignes de rupture avec l'emprise du révisionnisme et une volonté nouvelle de participation de l'ensemble des travailleurs à la conduite de leurs luttes.

«EN 68, IL A PRIS CONSCIENCE DE SA RÉALITÉ OUVRIÈRE»

Madame R. : Mon mari était ouvrier agricole en Haute Saône. En arrivant ici, vers 1960, il a eu l'impression d'une promotion. Pour beaucoup de ces anciens paysans, rentrer chez Peugeot, c'était quitter un mode de vie d'il y a 50 ans ; ils ont eu l'impression d'entrer dans le monde de la vie. C'était l'euphorie : «Plus jamais je ne serai paysan».

À l'usine, celui qui voulait faire les heures supplémentaires pouvait le faire. On travaillait comme une bête : des heures, des heures... on n'avait le temps de penser à rien. On ne revendiquait pas : il y avait une sécurité chez Peugeot, on ne pensait même pas qu'on avait le droit de revendiquer. Jusqu'en 68, la mentalité ouvrière ne s'était pas faite. C'est pendant la grève, progressivement, qu'il y a eu un temps de réflexion, qu'on a abandonné ces idées rétrogrades : mon mari allait à l'usine, il discutait, des copains venaient parfois à la maison : il a peu à peu pris conscience de sa réalité ouvrière.

Mais, l'emprise de Peugeot ne se limite pas là : tous les jours, des cars sillonnent le pays : 110 cars à 4 H du matin, 90 à 7 H, 110 à nouveau à 13 H pour la tournée de l'après-midi, déversent leurs fournées d'ouvriers, qu'ils vont chercher dans le Jura, les Vosges, en Alsace, ou en Haute-Saône, parcourant pour cela jusqu'à 60 KM — 2 heures aller, 2 heures retour —. De toute la région, ils drainent vers Peugeot ces paysans qui n'ont pas voulu quitter leur ferme, ces campagnards qui ont ainsi évité l'exode et trouvé une situation qui paraissait plus sûre, après les

début des années 60. Et surtout une, la plus importante, qui remonte à 65 : Pendant 2 mois, ils ont débrayé 2 heures par jour pour obtenir 20 centimes d'augmentation ; il y avait de l'enthousiasme : les directeurs se faisaient chahuter dans les ateliers ; il y avait des manifestations dans les rues de Montbéliard, qui rassemblaient jusqu'à 11 000 travailleurs. Deux protocoles d'accord entre la direction et les syndicats avaient été rejetés. Et puis, peu à peu, la lutte s'est usée, sans qu'il y ait développement des formes d'action. Face à cela, Peugeot a